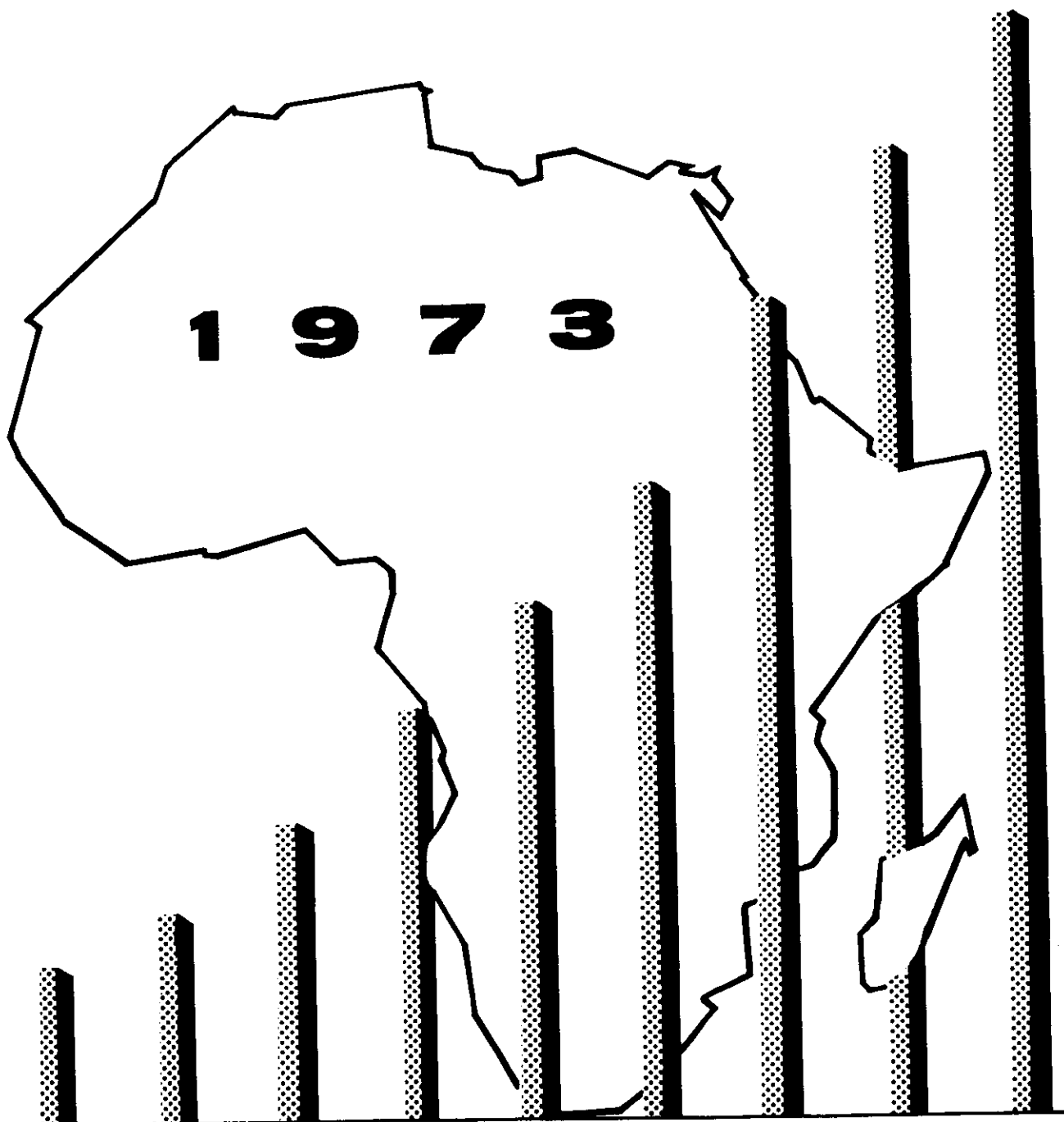


INDICATEURS ECONOMIQUES AFRICAINS



NATIONS UNIES
NEW YORK

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

INDICATEURS ECONOMIQUES AFRICAINS 1973

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction	1
Chapitre I - Production et structure économique	4
Chapitre II - Population et questions sociales	15
Chapitre III - Echanges et paiements internationaux	22
Chapitre IV - Energie	30
Chapitre V - Transports	34
Chapitre VI - Groupements économiques	44

LISTE DES GRAPHIQUES

I	Produit intérieur brut estimé aux prix courants du marché 1972	5
II	Produit intérieur brut par habitant aux prix de 1970 en dollars, pour 1962 et 1972	6
III	Produit intérieur brut par branche d'activité au coût des facteurs courants, 1972	9
IV	Source et utilisation des ressources disponibles aux prix courants du marché, 1972	10
V	Dépenses des administrations centrales per capita aux prix de 1972 dans quelques pays africains, 1966-1973	14
VI	Répartition de la population par groupes d'âge au 1er juillet 1972	17
VII	Estimations de la population, 1972 - 1982	18
VIII	Scolarisation dans les établissements d'enseignement, 1972	19
IX	Lits d'hôpitaux et médecins en pourcentage de la popula- tion dans quelques pays africains aux environs de 1972 ..	20
X	Importations et exportations de marchandises, 1964 -1973	23
XI	Importance relative des trois produits d'exportations principaux	24
XII	Exportations et importations par pays, 1973	25

	<u>Page</u>
XIII Courants d'aide publique vers l'Afrique de 1965 à 1972 .L.....	26
XIV Balance des paiements de certains pays africains, 1972	29
XV Production et consommation d'énergie primaire, 1972	32
XVI Véhicules automobiles commerciaux en service, 1965 et 1972	33
XVII Trafic ferroviaire des marchandises 1965 et 1972	35
XVIII Trafic maritime, marchandises chargées et déchargées dans les ports africains, 1965 et 1972 ...	36
XIX Chemins de fer	39
XX Principales routes	40
XXI Les ports africains	41
XXII Les aéroports africains	42
XXIII Groupements économiques (au 1er janvier 1973)	43
XXIV Groupements économiques (au 1er janvier 1973)	45
XXV Groupements économiques (au 1er janvier 1973)	46
XXVI Zones monétaires (au 1er janvier 1973)	50
XXVII Liens extérieurs des pays africains (au 1er janvier 1973)	51
XXVIII Sous-régions de la CEA	52

INTRODUCTION

Les graphiques suivants ont pour objet de mettre immédiatement en évidence un grand nombre de caractéristiques les plus marquantes de l'économie africaine, dont certaines font l'objet d'un commentaire dans le texte qui les accompagne.

Les informations d'ordre général, et les renseignements plus détaillés sur les sous-régions et les pays sur lesquels elles s'appuient, offriront à des experts des Nations Unies et autres spécialistes dont les activités sont limitées à une zone géographique donnée, une indication rapidement perceptible des principales caractéristiques et de la situation comparée des pays qui les intéressent. Les graphiques et le texte serviront également d'introduction utile aux problèmes économiques africains, tels qu'ils ont été déterminés et appréciés critiquement, pour les hommes politiques, les hauts fonctionnaires et les personnes qui désirent connaître les données fondamentales de l'économie des pays africains.

Les statistiques relatives à l'économie africaine sont à l'heure actuelle incomplètes et ne sont pas entièrement valables. On peut craindre, lorsqu'une grande partie des informations souhaitables manque purement et simplement, qu'une trop grande importance soit accordée aux données dont on dispose, et qu'on attribue une précision scrupuleuse à des chiffres qui devraient dans bien des cas être considérés comme de simples ordres de grandeur. Pour mettre les utilisateurs en garde contre ce danger, il n'est peut-être pas superflu de présenter quelques observations sur les bases statistiques adoptées pour l'élaboration des pages suivantes. Il faut préciser cependant que les restrictions formulées n'enlèvent rien à l'utilité des graphiques et du texte qui suivent et que ceux-ci offrent une image assez fidèle des aspects de l'économie africaine auxquels ils se rapportent.

L'exposé relatif à la production et à la structure économique est en grande partie axé sur les ensembles de comptabilité du revenu national, et l'on estime rationnel d'adopter un système de comptabilité du revenu national lorsque le développement économique est un objectif quasi universel et essentiel.

Dans le présent contexte, on utilise abondamment le produit intérieur brut. Le PIB est essentiellement une évaluation de l'apport final de biens et de services produits dans un pays au cours d'une période fixée. Cette évaluation exigeant l'agrégation de biens et de services hétérogènes, le principal problème qui se pose est d'attribuer à ces biens et services une valeur qui permette de les comparer. On résout normalement ce problème en évaluant les biens et services aux prix du marché. Dans des pays où les marchés sont bien développés et fonctionnent de façon satisfaisante, cette méthode donne dans l'ensemble des résultats acceptables. Cependant, dans nombre de pays africains, l'activité économique s'exerce en grande partie en dehors du marché; en conséquence, le problème de l'imputation - c'est-à-dire de l'affectation de la valeur du marché à des biens et services qui sont censés contribuer à la production totale mais qui ne donnent pas lieu à des transactions commerciales - prend une grande importance dans la comptabilité du revenu national des pays d'Afrique en voie de développement.

L'estimation du PIB d'un seul pays pour une année ne présenterait que peu d'intérêt, et l'un des avantages de la comptabilité du revenu national est qu'elle permet des comparaisons dans le temps et à l'échelon international. Cependant, ces comparaisons ne sont jamais complètement exemptes d'ambiguïté et elles posent des problèmes particulièrement aigus lorsqu'il s'agit de pays en voie de développement. En ce qui concerne les comparaisons dans le temps, l'une des principales difficultés consiste à s'assurer qu'elles ne perdent pas toute signification par suite de modifications de la valeur de l'argent. Toutefois, la procédure normale consiste à ajuster les séries chronologiques des principaux éléments du produit total à l'aide d'indices de prix appropriés et à réaliser l'agrégation des séries ajustées pour parvenir à des estimations en prix constants. Au stade actuel du développement des statistiques africaines, les possibilités de procéder à cet ajustement sont à la fois rudimentaires et limitées et il faut bien préciser que les chiffres cités dans les pages suivantes pour le PIB sont sujets à une marge d'erreur considérable, d'une part parce que le nombre des séries de prix disponibles est extrêmement insuffisant et d'autre part parce que celles qui existent ne sont qu'approximatives.

Une grave difficulté se pose en ce qui concerne les comparaisons à l'échelon international, car elles se trouvent probablement faussées du fait qu'on utilise les taux de change officiels pour assurer la comparabilité de deux ou plusieurs produits intérieurs, mesurés naturellement en monnaies nationales. En effet, les taux de change traduisent étroitement les prix relatifs des biens et services entrant dans le commerce international et risquent en conséquence d'amener à des résultats tout à fait différents de ceux qu'on pourrait obtenir par une comparaison plus complète fondée sur tous les biens et services intervenant dans le produit intérieur des pays sur lesquels porte la comparaison. On estime en général que l'utilisation des taux de change officiels exagère l'écart entre les pays à faible revenu et à revenu élevé et cette exagération peut prendre des proportions considérables lorsqu'il s'agit de comparaisons entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Lorsqu'elles ne portent que sur des pays, comme ceux de l'Afrique en voie de développement, dont les pratiques et les structures économiques sont très voisines, leur utilité est vraisemblablement accrue ^{1/}. Il faut toutefois se rappeler qu'il n'est pas possible d'établir des comparaisons précises.

Les statistiques démographiques valables sont normalement fondées sur des recensements périodiques et sur des estimations des modifications intervenues dans la population entre les recensements, reposant sur l'enregistrement des naissances et des décès et sur des données relatives aux migrations. Dans un grand nombre de pays africains, le dénombrement de la population laisse encore beaucoup à désirer et l'enregistrement des faits d'état civil n'est ni complet ni rigoureux. Il s'ensuit que les chiffres de population indiqués dans le présent document sont sujets à une marge d'erreur considérable. Toutefois, on peut considérer que les estimations sont suffisamment fondées pour supporter les conclusions qu'on en tire. Les données portant sur les effectifs inscrits dans les établissements d'enseignement comprennent un grand nombre de chiffres estimatifs, mais elles constituent néanmoins une indication assez exacte de la situation enregistrée dans les différents pays à cet égard.

^{1/} L'expression "Afrique en voie de développement" est en général utilisée dans ce document pour désigner en raccourci l'Afrique à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud, qui est classée parmi les pays développés.

En ce qui concerne le secteur extérieur, les statistiques commerciales concernant l'Afrique sont plus faciles à se procurer et probablement plus exactes que la plupart des données économiques relatives aux pays africains. Toutefois, pour des raisons diverses, les statistiques des exportations et des importations sont loin d'être absolument exactes et elles ne sont pas, en particulier pour les importations, aussi détaillées qu'elles pourraient l'être. Cependant, les statistiques commerciales sont satisfaisantes par rapport aux autres éléments qui figurent dans la balance des paiements. Ces dernières années, les statistiques de la balance des paiements se sont améliorées dans nombre de pays africains, et la distinction faite dans les graphiques pertinents entre les opérations courantes, les transferts et les opérations en capital est assez précise.

Les graphiques sur les transports se fondent sur des statistiques raisonnablement sûres. Le contrôle matériel des exportations et des importations exercé dans les ports ainsi que les méthodes de manutention utilisées par les chemins de fer et les compagnies aériennes permettent en général d'obtenir des statistiques passables en matière de trafic. Les chiffres relatifs aux véhicules automobiles commerciaux en service sont probablement moins fiables, mais ils servent néanmoins à indiquer l'accroissement de la circulation routière dans les pays africains.

CHAPITRE I - PRODUCTION ET STRUCTURE ECONOMIQUE

Les problèmes économiques et les perspectives des pays et des groupements de pays dépendent dans une certaine mesure de leurs dimensions économiques. On peut toutefois les mesurer approximativement à l'aide du produit intérieur brut et cet indicateur a été utilisé dans le graphique I. Le graphique offre une indication de la dimension des économies africaines par rapport à celles d'un certain nombre d'autres pays, ainsi que de l'échelonnement des dimensions économiques au sein du continent.

L'impression essentielle qui s'en dégage est que les diverses économies africaines sont en général exiguës. Cette impression se précise en particulier lorsqu'on compare l'agrégat de leurs produits bruts avec ceux des pays non africains. C'est ainsi qu'en 1972, le produit intérieur brut du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne de l'ouest et du Japon était respectivement 2,1, 2,8, 3,6 et 4,1 fois plus élevés que celui de l'ensemble des pays d'Afrique en voie de développement. Ce contraste est d'autant plus frappant que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne de l'ouest ont une population qui ne représente respectivement qu'un sixième de celle de l'Afrique en voie de développement, et la population du Japon ne correspond qu'à environ un tiers.

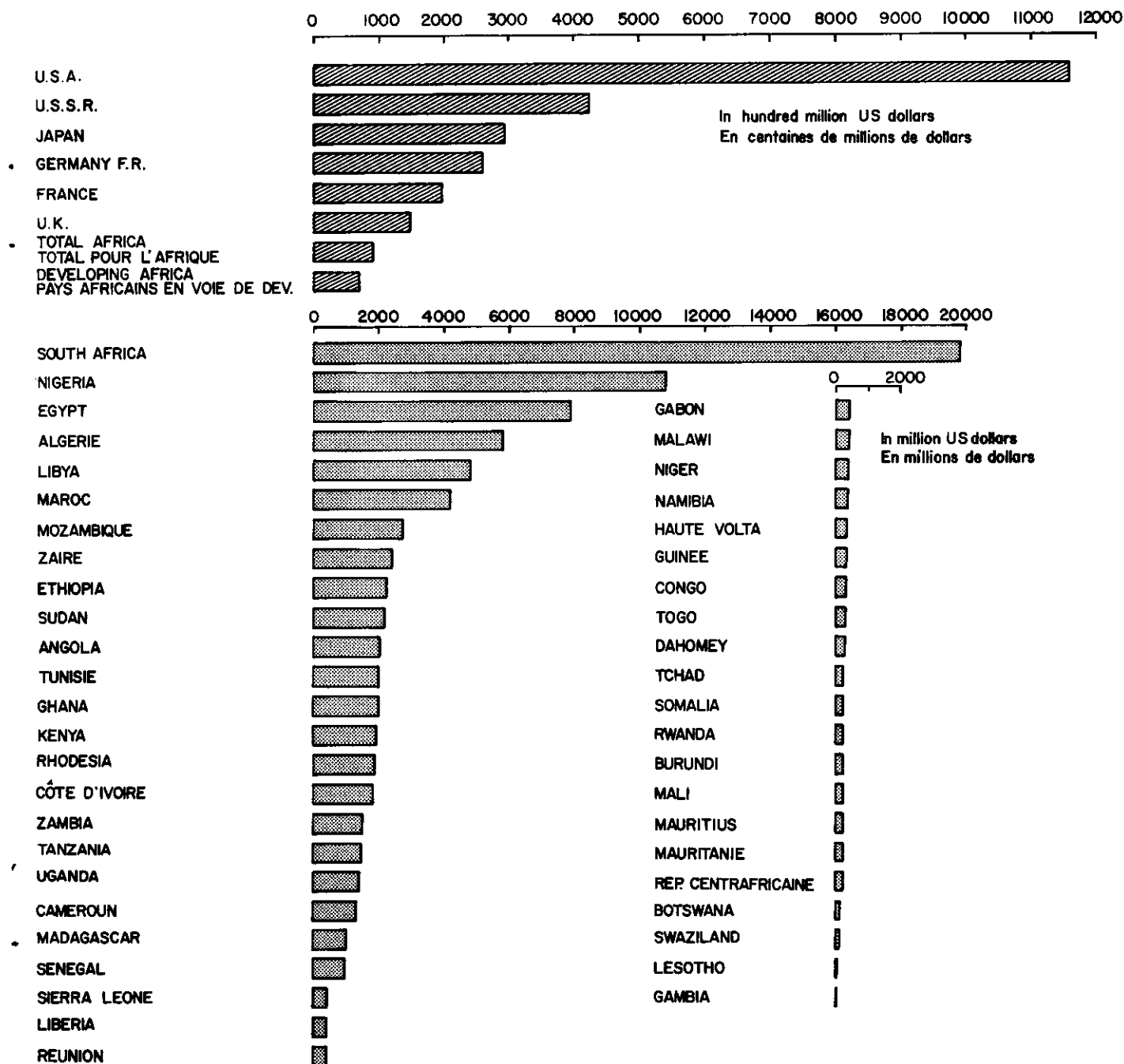
Il est évident que l'Afrique du Sud constitue au sein de l'Afrique le plus important des marchés du continent considérés isolément; en 1972, elle représentait 22 p. 100 du PIB de l'ensemble de l'Afrique. Parmi les pays africains en voie de développement, la principale unité économique est le Nigéria; en 1972, le marché du Nigéria représentait 7 p. 100 de celui du Royaume-Uni, 5 p. 100 de celui de la France, 4 p. 100 de celui de l'Allemagne de l'ouest et pourtant, chacun de ces pays a une population à peu près égale à celle du Nigéria.

Même si l'on étend cette comparaison à tous les pays de l'Afrique en voie de développement dont le PIB dépassait un milliard de dollars en 1972 (l'Algérie, l'Egypte, la Libye, le Maroc, le Soudan et la Tunisie en Afrique du Nord; le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Sénégal en Afrique de l'Ouest; le Cameroun et le Zaïre en Afrique du Centre; l'Ethiopie, le Kenya, Madagascar, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie en Afrique de l'Est; l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie du Sud dans le reste de l'Afrique), la dimension totale de leur marché ne dépassait pas deux cinquièmes de celle du marché du Royaume-Uni en 1972, encore que ces pays représentent ensemble 86 p. 100 du produit total de l'Afrique en voie de développement. Il faut en outre se rappeler que 26 des pays africains auxquels se rapporte le graphique avaient en 1972 un produit total inférieur à 10 p. 100 de celui du Nigéria et que le produit de celui-ci était de 200 fois supérieur à celui de la plus petite unité. L'Afrique comprend un grand nombre de pays très petits du point de vue économique, et les plus grands pays d'Afrique n'ont qu'une économie restreinte par rapport aux pays développés.

Le produit intérieur brut par habitant offre une mesure utile, encore que sujette à caution, du bien-être économique. Il gagnerait en utilité si l'on pouvait le combiner avec des données sur la distribution du revenu. Dans les pays africains, la distribution du revenu est telle que les groupes supérieurs reçoivent une part plus que proportionnelle du revenu total et que la majorité des bénéficiaires ont un revenu inférieur à la moyenne qui peut être elle-même très faible.

**ESTIMATED GROSS DOMESTIC PRODUCT AT CURRENT MARKET PRICES
COMPARED WITH SELECTED WORLD COUNTRIES, 1972**

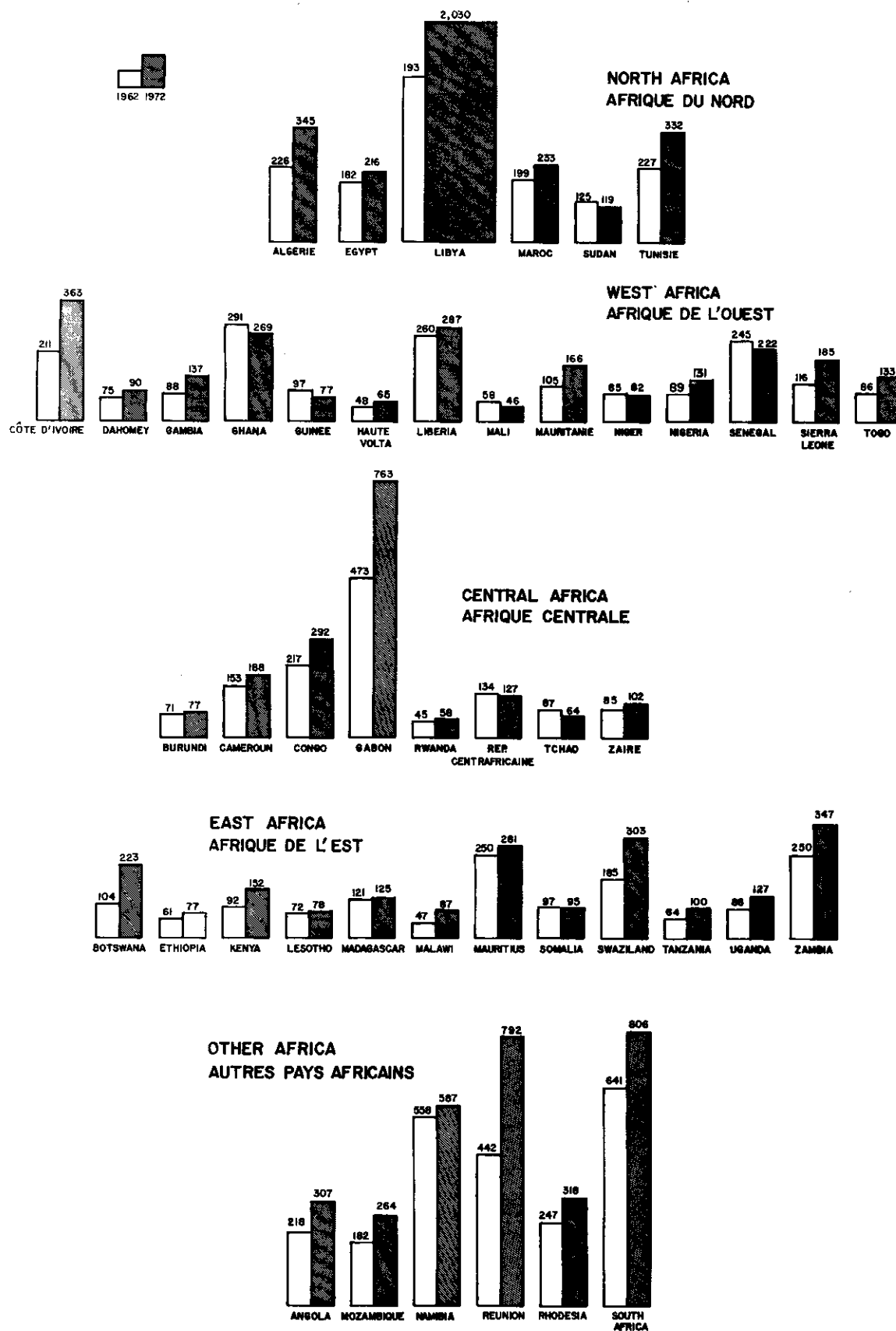
**PRODUIT INTERIEUR BRUT ESTIME AUX PRIX COURANTS DU MARCHE, 1972
ET COMPARAISON AVEC QUELQUES PAYS EXTERIEURS A L'AFRIQUE**



**GROSS DOMESTIC PRODUCT PER CAPITA AT 1970 PRICES IN US DOLLARS
FOR 1962 AND 1972**

**PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT AUX PRIX DE 1970 EN DOLLARS
POUR 1962 ET 1972**

11



Le graphique II présente des renseignements sur le PIB par habitant en prix constants dans les pays africains pour les années 1962 et 1972. Certaines conclusions s'en dégagent sur le niveau du revenu et le taux de croissance. Un moyen d'interpréter les niveaux et les taux de croissance africains consiste à les comparer avec les données correspondantes relatives aux pays actuellement industrialisés. En ce qui concerne les niveaux, le produit par habitant est généralement beaucoup plus élevé dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement: en 1972, il atteignait 5 500 dollars par habitant aux Etats-Unis et 2 700 dollars au Royaume-Uni. Le niveau moyen était inférieur à 200 dollars par habitant pour l'Afrique en voie de développement, sauf en Libye où il atteignait 2 000 dollars.

On peut utiliser les taux de croissance historiques enregistrés par les pays actuellement développés pour déterminer approximativement dans quelle mesure les taux africains actuels peuvent être considérés comme satisfaisants. Dans l'ensemble, on note que le produit par habitant (en prix constants) a augmenté au Royaume-Uni de 0,2 p. 100 par an dans les 80 ans qui ont précédé la révolution industrielle et de 1,3 p. 100 dans les quelque 100 ans qui l'ont suivie. Il est vrai que la révolution industrielle de la Grande-Bretagne a été la première et les taux moyens composés de croissance du produit par habitant et par an ont été généralement supérieurs au cours de longues périodes de l'histoire des autres pays industrialisés, où cette révolution s'est produite plus tard. En fait, un taux de 2 p. 100 par an serait assez représentatif de la croissance historique du produit par habitant dans la majorité des pays actuellement développés. Cependant, quand on compare ce chiffre aux données de l'expérience africaine, il faut se rappeler que les niveaux actuels du revenu en Afrique sont en général inférieurs aux chiffres historiques enregistrés à la veille d'une transformation soutenue mais que "l'effet de démonstration" agit actuellement avec beaucoup plus de force qu'au XIXème siècle.

Entre 1962 et 1972, 14 pays africains ont enregistré des taux de croissance du produit par habitant de 4 p. 100 par an ou plus. Il s'agissait des pays suivants: Libye (15,2 p. 100); Botswana (7,9), Malawi (6,4), Réunion (6), Côte d'Ivoire (5,6), Kenya (5,1), Souaziland (5,1), Gabon (4,9), Sierra Leone (4,8), Mauritanie (4,7), Togo (4,5), Gambie (4,5), Tanzanie (4,5) et Algérie (4,3). En Tunisie, au Libéria et au Nigéria, le taux de croissance du produit par habitant était en moyenne de 3,9 p. 100 par an, et dans quatre autres pays, le taux variait de 3,3 à 3,8 p. 100. Dans huit autres pays, le PIB par habitant a augmenté de 2,1 à 3 p. 100 par an au cours des dix ans et dans quatre autres, le taux de croissance était de 1,1 à 2 p. 100.

Cependant, dans 13 pays, la croissance n'atteignait pas 1 p. 100 et dans 9 d'entre eux (dont 5 en Afrique de l'Ouest), le niveau du produit par habitant a fléchi entre 1962 et 1972.

Quoi qu'il en soit, en conséquence de ce rythme de croissance (et en prix de 1970), seuls 12 pays de l'Afrique en voie de développement avaient en 1972 un produit par habitant supérieur à 300 dollars; et le nombre de pays où il se situait entre 200 et 300 dollars était de 8. Dans 12 pays, le PIB par habitant était inférieur à 100 dollars (aux prix de 1970) en 1972 et il faut les compter parmi les moins avancés des pays en voie de développement d'Afrique et du monde.

Les pays avancés se caractérisent en général par le fait que l'industrie manufacturière représente une part relativement importante du produit total tandis que les productions primaires, assurées par l'agriculture et les industries extractives, ne constituent que de très petits secteurs. Dans les pays en voie de développement, ce sont les secteurs de production primaire qui sont les plus importants et ce sont les industries extractives ou l'agriculture, selon le pays, qui approttent la principale contribution au produit intérieur brut. En général, l'industrie manufacturière de ces pays ne fournit qu'une faible proportion du PIB, encore que l'on relève quelques pays, comme l'Egypte, Maurice, le Zaïre et la Rhodésie du Sud, où la contribution de la production manufacturière correspond à 19 p. 100, ou plus du PIB en 1972. Le graphique III présente des données sur l'origine par branche d'activité du produit intérieur brut des pays africains en 1972. Dans la majorité de ces pays, c'est l'agriculture qui fournit la plus grande partie du PIB, mais l'importance de cette contribution varie entre pays aussi bien qu'entre sous-régions. Les pays où l'agriculture est particulièrement importante comprennent la Gambie, le Ghana et le Niger en Afrique de l'Ouest, le Rwanda, le Tchad et le Burundi en Afrique du Centre, l'Ethiopie, le Malawi et l'Ouganda en Afrique de l'Est.

Lorsque l'agriculture ne constitue pas la principale source de production, les industries extractives revêtent en général une importance considérable. Tel est le cas en Libye, au Nigéria et en Algérie (pétrole brut et gaz naturel), au Libéria (minerai de fer), au Zaïre et en Zambie (cuivre), en Mauritanie (minerai de fer et cuivre). Les activités extractives sont importantes aussi au Gabon, à cause de l'exploitation des réserves de pétrole brut et de minerai de manganèse, et en Sierra Leone, où l'extraction de diamants constitue l'une des principales industries.

En 1972, l'industrie manufacturière a assuré, selon les pays, de 2 à 26 p. 100 du PIB, le chiffre le plus élevé ayant été enregistré en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud et le plus faible en Libye. Les seuls pays qui aient apporté en 1972 une contribution égale ou supérieure à 15 p. 100 étaient l'Egypte, le Maroc, le Sénégal, le Cameroun, le Congo, le Zaïre, le Malawi, Maurice et le Souaziland.

L'industrie de la construction, qui est dans l'économie une source extrêmement importante d'emplois salariés, n'apporte pas une très forte contribution au PIB dans la plupart des pays africains. Des chiffres de l'ordre de 5 p. 100 sont courants, bien qu'en Algérie, en Mauritanie, au Gabon, au Botswana et en Zambie, la proportion a dépassé 9 p. 100 en 1972. Ces derniers pays sont tous de grands producteurs de minéraux et leur activité économique a été stimulée par la demande mondiale s'adressant à leurs produits.

La différence notée dans l'importance relative des industries manufacturières et de l'agriculture entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement est beaucoup plus marquée que dans le cas du commerce et des autres services. En fait, le commerce et les autres services représentent une part notable du PIB dans nombre de pays africains: en 1972, leur contribution dépassait 20 p. 100 dans presque tous les pays portés sur le graphique.

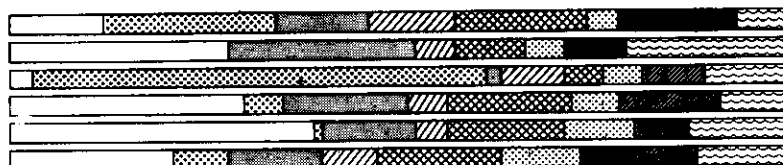
GROSS DOMESTIC PRODUCT BY INDUSTRIAL ORIGIN AT CURRENT FACTOR COST, 1972

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE AU COUT DES FACTEURS COURANTS, 1972

III

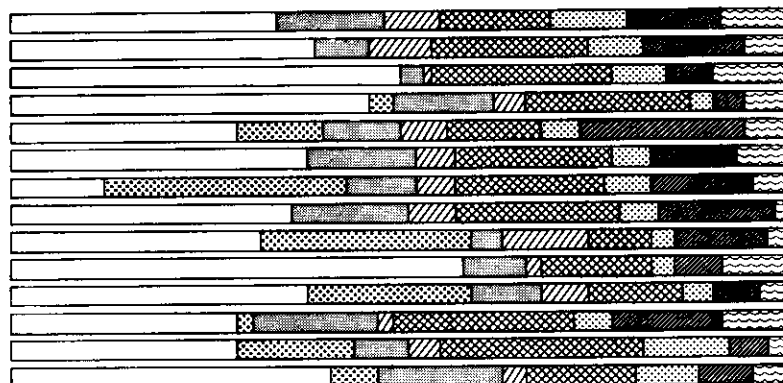
NORTH AFRICA - AFRIQUE DU NORD

ALGERIE
EGYPT
LIBYA
MAROC
SUDAN
TUNISIE



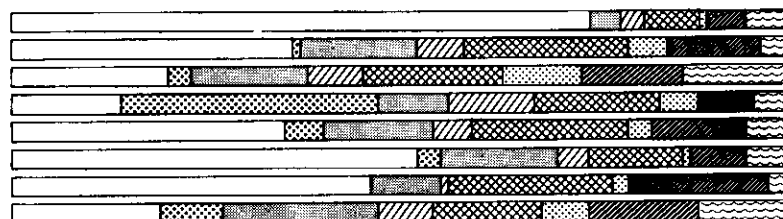
WEST AFRICA - AFRIQUE DE L'OUEST

CÔTE D'IVOIRE
DAHOMÉY
GAMBIA
GHANA
GUINÉE
HAUTE VOLTA
LIBERIA
MALI
MAURITANIE
NIGER
NIGERIA
SENEGAL
SIERRA LEONE
TOGO



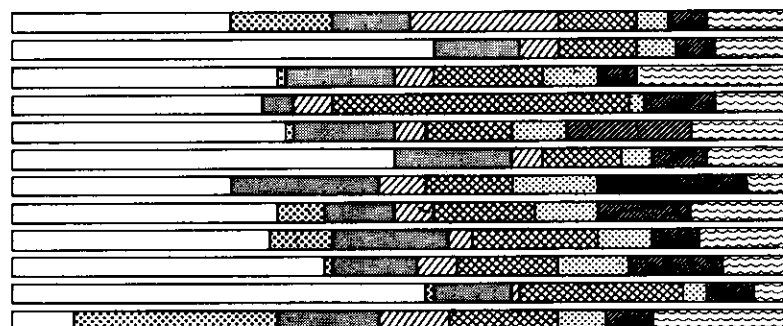
CENTRAL AFRICA - AFRIQUE CENTRALE

BURUNDI
CAMEROUN
CONGO
GABON
REP. CENTRAFRICAINE
RWANDA
TCHAD
ZAIRE



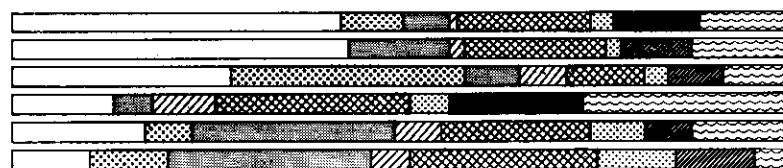
EAST AFRICA - AFRIQUE DE L'EST

BOTSWANA
ETHIOPIA
KENYA
LESOTHO
MADAGASCAR
MALAWI
MAURITIUS
SOMALIA
SWAZILAND
TANZANIA
UGANDA
ZAMBIA



OTHER AFRICA - AUTRES PAYS AFRICAINS

ANGOLA
MOZAMBIQUE
NAMIBIA
REUNION
RHODESIA
SOUTH AFRICA



0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100%

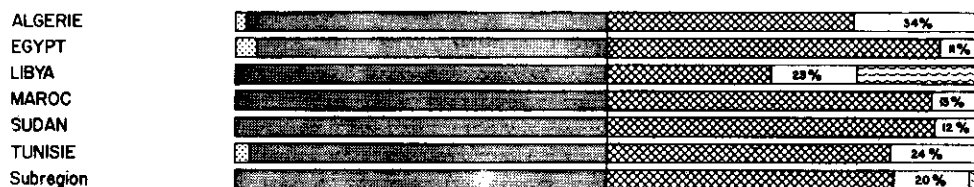


SOURCES AND USES OF AVAILABLE RESOURCES AT CURRENT MARKET PRICES, 1972

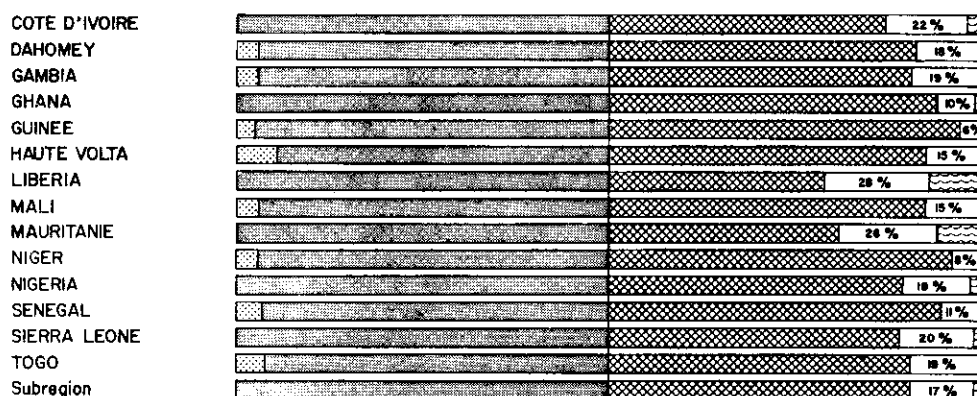
SOURCES ET UTILISATION DES RESSOURCES DISPONIBLES AUX PRIX COURANTS DU MARCHÉ, 1972

IV

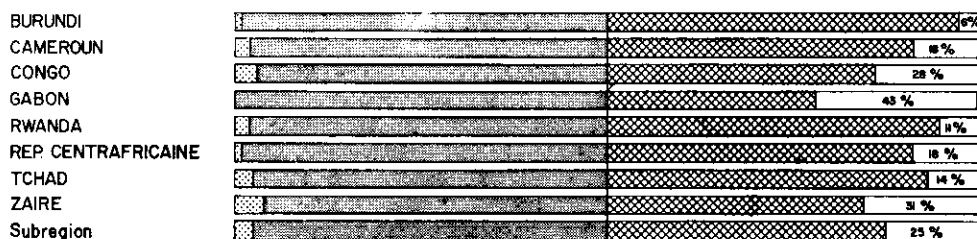
NORTH AFRICA - AFRIQUE DU NORD



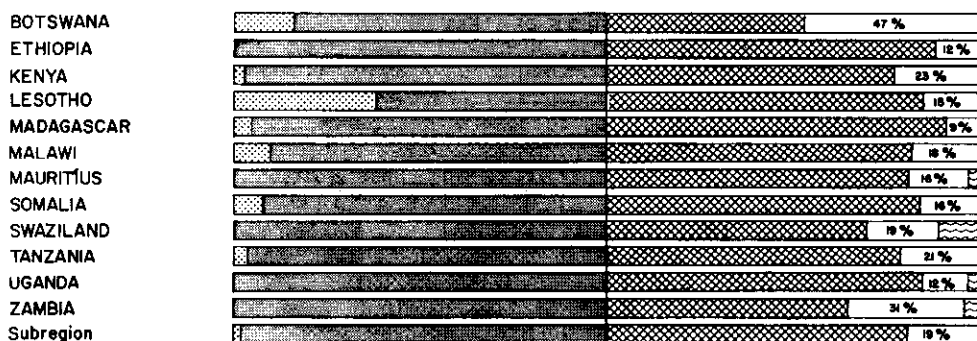
WEST AFRICA - AFRIQUE DE L'OUEST



CENTRAL AFRICA - AFRIQUE CENTRALE



EAST AFRICA - AFRIQUE DE L'EST



OTHER AFRICA - AUTRES PAYS AFRICAINS



100 90 80 70 60 50 40 30 20 10 0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100

NET IMPORTS OF GOODS AND SERVICES
 IMPORTATIONS NETTES DE BIENS ET SERVICES
 GROSS DOMESTIC PRODUCT AT CURRENT MARKET PRICE
 PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX COURANTS DU MARCHÉ
 CONSUMPTION EXPENDITURE
 DEPENSES DE CONSOMMATION
 GROSS DOMESTIC CAPITAL FORMATION
 FORMATION INTERIEURE BRUTE DE CAPITAL
 NET EXPORTS OF GOODS AND SERVICES
 EXPORTATIONS NETTES DE BIENS ET SERVICES

Le commerce commence à prendre de l'importance lorsqu'un pays cesse de reposer essentiellement sur une économie de subsistance, et qu'il atteint bientôt le stade où il peut fournir au moins 10 p. 100 du produit intérieur brut, quel que soit le degré de développement du pays concerné.

Les liaisons de transport par surface se sont multipliées en Afrique en vue surtout de permettre l'accès des produits d'exportation aux ports côtiers. Depuis l'indépendance, ce réseau de transports s'est élargi de manière à permettre l'extension du régime de l'économie monétaire à un plus grand nombre de régions à l'intérieur des pays tandis que les liaisons entre les pays comme entre les sous-régions ont été renforcées. La contribution des transports et des communications au PIB est très variable, des chiffres généralement élevés étant enregistrés dans les pays qui jouent le rôle de pays de transit et des chiffres peu élevés dans les pays sans littoral les moins développés.

L'administration publique constitue un autre secteur où la différence entre pays industrialisés et pays en voie de développement n'est pas importante en ce qui concerne sa part relative de la production totale. Dans la moitié des pays africains, l'administration publique représentait en 1972 plus de 10 p. 100 du PIB. On peut expliquer en partie ce pourcentage élevé par le fait que dans les pays en voie de développement l'Etat doit assumer directement des responsabilités diverses dans le domaine du développement.

Au cours de toute période, les ressources totales dont dispose un pays comprennent le résultat des activités économiques intérieures (PIB) plus les biens et services importés de l'étranger. Ces ressources peuvent être utilisées pour répondre à la demande de consommation privée, pour entretenir les services publics, pour permettre la formation de capital ou pour répondre à la demande de biens et de services de l'étranger. Le graphique IV indique que de nombreux pays africains (si l'on en juge d'après le chiffre des importations nettes de biens et de services) reçoivent une part non négligeable de leurs ressources de l'étranger.

A noter l'exception de la Libye, où les exportations nettes représentaient en 1972 un tiers des ressources disponibles, ce qui ne laissait que 67 p. 100 à l'usage de l'économie intérieure. A cette époque, la Libye se préoccupait d'accroître rapidement ses réserves extérieures. En revanche, au Botswana et au Lesotho, les importations dépassaient de beaucoup les exportations, de sorte que la consommation et l'investissement pouvaient absorber plus de ressources que celles en provenance du PIB. Outre la Libye, des pays comme le Libéria, la Mauritanie, et le Swaziland ont enregistré un chiffre net d'exportations relativement élevé en 1972, tandis que le volume des importations en Egypte, au Dahomey, en Gambie, en Haute-Volta, au Sénégal, au Mali, au Congo, au Zaïre, au Malawi et en Somalie dépassait largement celui des exportations réalisées par ces pays.

En ce qui concerne l'utilisation intérieure des ressources, l'affectation la plus importante revient à la consommation privée; en 1972, la part des ressources consommées variait de 44 p. 100 (Libye) à 94 p. 100 (Burundi et Guinée). Le chiffre relatif à la Libye traduit naturellement la prédominance des exportations de pétrole dans l'économie du pays et le fait que celui-ci n'a pas encore développé la consommation et autres éléments correspondant normalement à un produit par habitant relativement élevé.

On a beaucoup parlé, à propos de la croissance économique, de la part des ressources affectées à la formation de capital. Il n'est pas réaliste de se fonder, pour l'étude de cette question, sur des chiffres relatifs à une seule année et il est difficile de préciser une proportion optimale. On peut toutefois indiquer que dans les pays industrialisés, celle-ci est normalement supérieure à 20 p. 100; il est du reste intéressant de noter qu'en 1972, la part des ressources disponibles consacrées aux investissements était de 20 p. 100 en Afrique du Nord, 17 p. 100 en Afrique de l'Ouest, 25 p. 100 en Afrique du Centre et 19 p. 100 en Afrique de l'Est. Seize pays en voie de développement au total ont consacré aux investissements 20 p. 100 ou plus des ressources disponibles mais quatre autres n'y ont employé que 10 p. 100 ou moins.

Il existe naturellement une relation entre le taux de croissance du PIB et la proportion des ressources consacrées aux investissements. On peut probablement supposer raisonnablement qu'avec un taux de croissance du PIB de 6 p. 100 et un taux d'accroissement démographique de 2,7 p. 100 environ, le PIB par habitant de l'Afrique augmenterait de plus de 3 p. 100 par an. Or, nous avons vu plus haut qu'entre 1962 et 1972, ce taux n'avait été enregistré que dans 21 pays.

Le taux de croissance du PIB fixé comme objectif pour les années 70 est de 6 p. 100 par an au minimum dans les pays africains. Mais l'expérience des années 1971 et 1973 semble indiquer qu'il sera difficile d'atteindre cet objectif pour la première partie de la décennie, à moins que les campagnes agricoles de 1974 et 1975 ne soient très bonnes. Les pays essaient de diversifier leur économie mais l'importance du secteur agricole est encore tellement prépondérante qu'une mauvaise campagne risque de se traduire par une croissance nulle ou minime du PIB d'un pays et réduire ainsi le taux moyen de croissance de l'Afrique en voie de développement dans son ensemble. De 1971 à 1973, le taux moyen de croissance de l'Afrique en voie de développement était d'environ 4,6 p. 100 par an.

Le graphique V indique les dépenses par habitant de l'administration centrale dans 36 pays africains, en 1966 et en 1973. Le montant par habitant a été converti en dollars des Etats-Unis au taux de change de 1972 et les chiffres de 1966 ont été ajustés en fonction de la modification de l'indice des prix à la consommation entre 1966 et 1973. Le graphique indique clairement que les dépenses par habitant de l'administration centrale ont augmenté sensiblement dans la plupart des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Est, tandis que cet accroissement n'est apparent que dans un nombre limité de pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est évident également que le niveau général des dépenses correspondant au faible volume du PIB par habitant est encore très bas dans beaucoup trop de pays.

Dans huit des pays indiqués sur le graphique, les dépenses de l'administration centrale étaient inférieures à 25 dollars par habitant en 1973 et dans trois Etats (Haute-Volta, Burundi et Rwanda), le chiffre était de moins de 10 dollars. Avec des dépenses d'un niveau aussi bas, il est impossible que les gouvernements fournissent les services voulus, en particulier dans les domaines sociaux.

A l'autre extrême, huit pays (Algérie, Libye, Tunisie, Gabon, Botswana, Maurice, Souaziland et Zambie) accusaient en 1973 des dépenses dont le volume dépassait 100 dollars par habitant.

Entre 1966 et 1973, c'est dans les principaux pays producteurs de pétrole brut (Algérie, Libye, Nigéria, Gabon, Zambie, Kenya, Botswana et Souaziland) que le taux de croissance des dépenses de l'administration centrale par habitant a été le plus élevé, l'économie de ces pays ayant également accusé une croissance rapide.

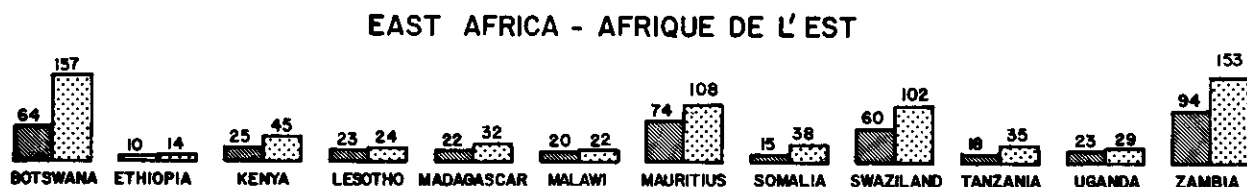
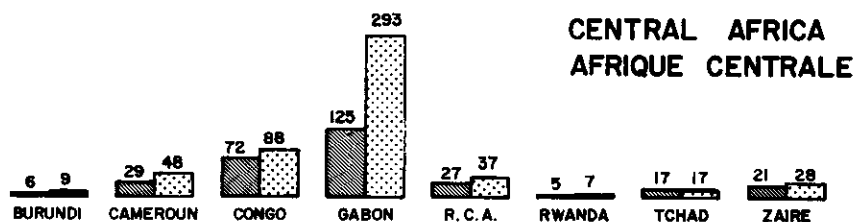
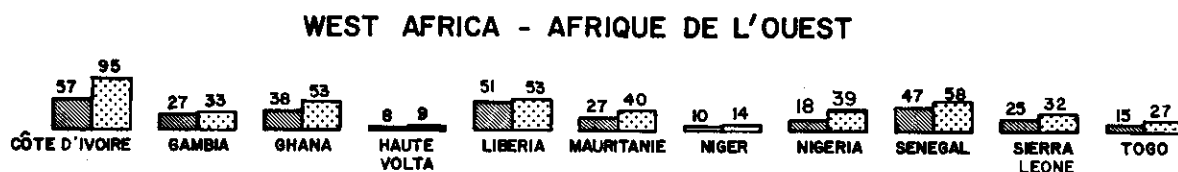
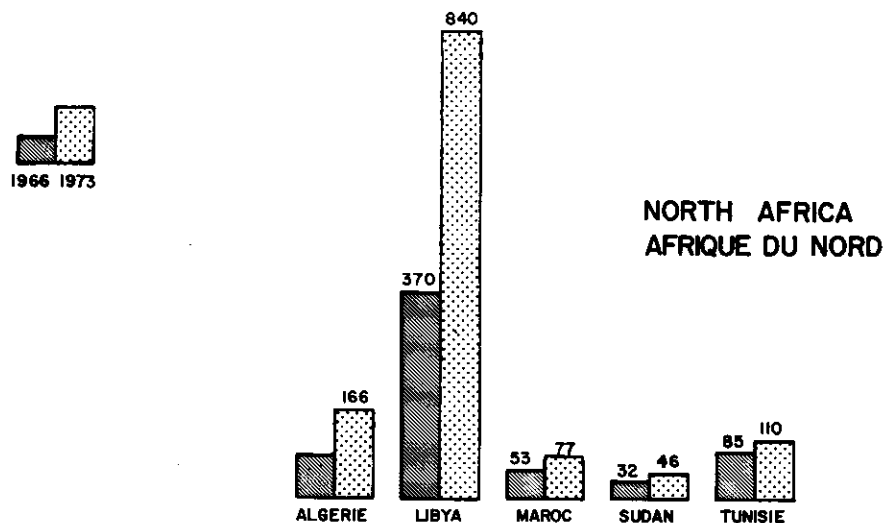
Les pays où les dépenses de l'administration centrale représentaient la plus forte proportion du PIB en 1973 étaient l'Algérie, la Libye, le Soudan, le Ghana, le Gabon, le Botswana, Maurice, la Somalie et la Zambie. Cette proportion était, dans chacun de ces pays, supérieure à 30 p. 100.

CENTRAL GOVERNMENT EXPENDITURE PER HEAD AT 1972 PRICES IN SELECTED AFRICAN COUNTRIES 1966 - 1973

DEPENSES DES ADMINISTRATIONS CENTRALES PER CAPITA AUX PRIX DE 1972 DANS QUELQUES PAYS AFRICAINS 1966-1973

IN U.S. DOLLARS - EN DOLLARS DES E.U.

V



CHAPITRE II - POPULATION ET QUESTIONS SOCIALES

La répartition par âge d'une population influe sur l'activité et le progrès économiques de diverses manières. L'une des plus évidentes et des plus importantes tient à la relation qui existe entre les groupes d'âges économiquement actifs et inactifs. Lorsqu'on procède à l'examen de cette question, il est raisonnable de supposer que les enfants de 14 ans et au-dessous et les adultes de 60 ans et au-dessus sont économiquement inactifs et que la population active est constituée uniquement par le groupe d'âges compris entre 15 et 59 ans. Ceci étant établi, le graphique VI fournit quelques informations pertinentes sur les conditions propres à l'Afrique. Il indique clairement que la proportion des personnes à charge est extrêmement élevée dans la plupart des pays africains, ce qui est dû en grande partie à la jeunesse des populations africaines. C'est ainsi que dans la quasi-totalité des 46 pays africains cités, 40 p. 100 au moins de la population étaient âgés de 14 ans ou moins. A l'autre extrême, il n'y en avait pas un seul où les adultes de 60 ans ou plus représentaient 9 p. 100 du total et la moyenne était inférieure à 5 p. 100. Quoi qu'il en soit, en raison de l'importance de la jeunesse, la proportion combinée des jeunes et des vieux est élevée. En 1972, les deux groupes représentaient ensemble plus de 50 p. 100 de la population dans neuf pays. Une forte proportion de jeunes est normalement associée à un taux élevé d'accroissement de la population. La population de l'Afrique en voie de développement, qui comptait 370 millions d'habitants environ en 1973, augmente actuellement d'environ 2,6 p. 100 par an.

Dans un sens, la jeunesse caractérise aussi la population active et les personnes de 15 à 44 ans sont souvent plus nombreuses dans les pays africains que les personnes de 45 à 59 ans, ceci dans une proportion de 4 ou 5 à 1. Dans les pays développés, les postes de direction et les postes administratifs des échelons supérieurs sont pour la plupart occupés par des personnes de plus de 45 ans. Il ressort clairement du graphique qu'abstraction faite des questions d'éducation et de formation, la proportion de la population africaine constituée par des personnes suffisamment âgées pour avoir accumulé une expérience suffisante, et encore actives, est relativement faible.

Le graphique VII indique le nombre absolu d'habitants en 1973 dans 46 pays, et fournit aussi une comparaison des chiffres estimatifs des populations en 1972 et 1982. Un trait frappant qu'il met en évidence est le grand nombre des pays africains dont le nombre d'habitants est très faible. En 1973, il n'y avait en effet que 11 pays où la population dépassait 10 millions d'habitants alors que dans 12 autres elle n'atteignait pas 2 millions. Dans cinq pays seulement (Egypte, Ethiopie, Nigéria, Afrique du Sud et Zaïre) la population dépassait 20 millions d'habitants. Même en 1982, et en dépit du taux de croissance de la population relativement élevé, une vingtaine de pays africains compteront encore moins de 5 millions d'habitants et il n'y en aura que 13 où ce chiffre dépassera 10 millions.

L'évolution de la population de l'Afrique en voie de développement sera essentiellement déterminée d'ici à 1982 par une diminution accélérée du taux de mortalité, sauf en Afrique du Nord où il est déjà relativement bas par rapport aux autres sous-régions du continent. En conséquence, dans le reste de l'Afrique en voie de développement, l'accroissement de la population sera plus important en chiffres absolus entre 1977 et 1982 qu'entre 1972 et 1977,

et au cours de cette période il sera plus marqué qu'entre 1967 et 1972. En Afrique du Nord, la croissance sera beaucoup plus régulière pour chacune de ces périodes. Ces prévisions seront évidemment affectées par les politiques de planification de la population suivies dans certains pays et seront peut-être modifiées par les données plus exactes sur la population, que l'on devrait obtenir de la série actuelle de recensements.

Le rendement économique de la population active dépend notamment de ses qualifications. On peut mesurer approximativement celles-ci en se reportant au degré d'éducation de la population. Le graphique VIII offre des renseignements sur les effectifs des établissements d'enseignement vers 1972 pour 44 pays africains.

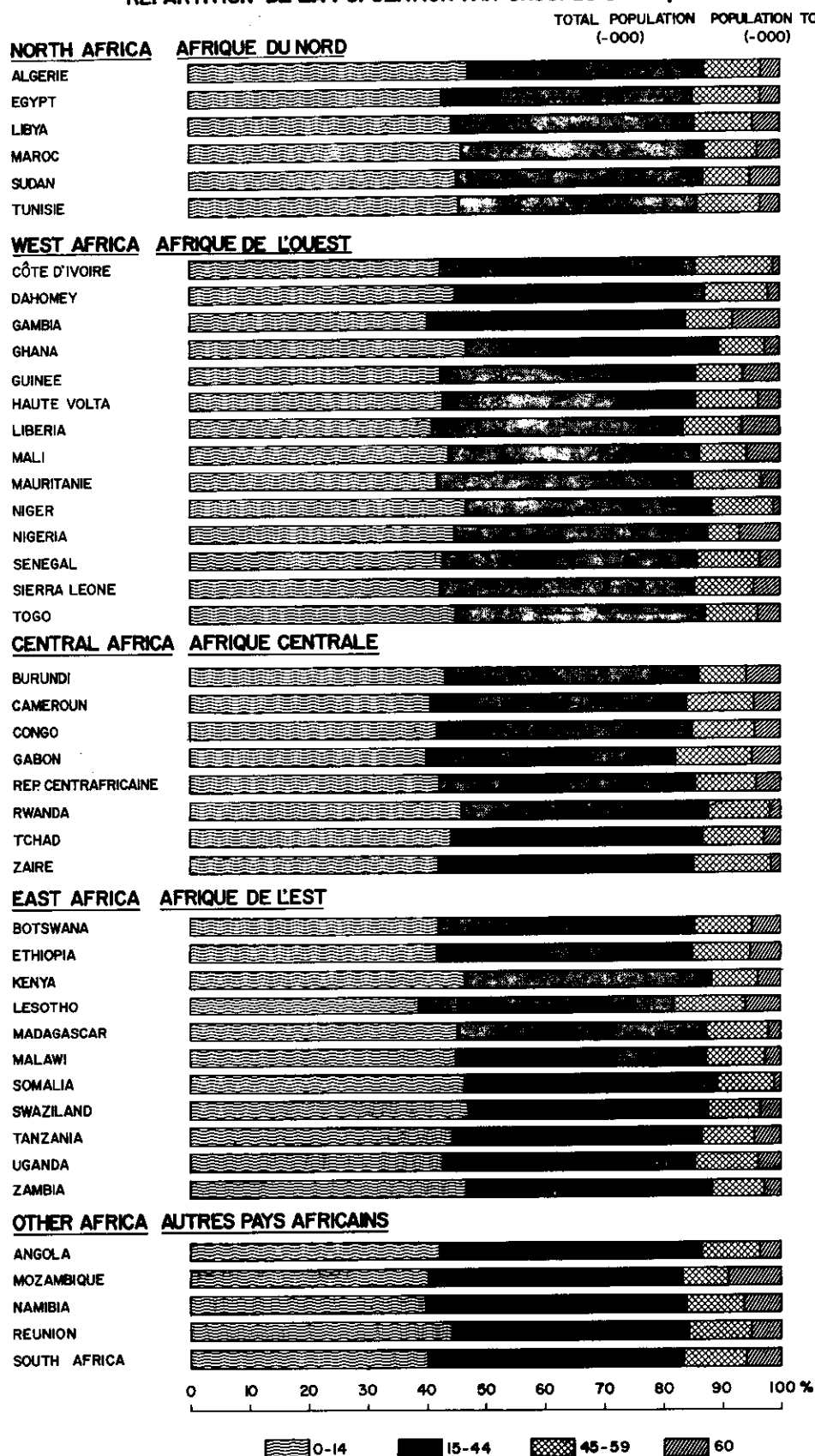
Il est évident que, sauf en Egypte, le nombre des étudiants de l'enseignement supérieur dans l'Afrique en voie de développement était encore extrêmement faible en 1972. En ce qui concerne l'enseignement primaire, on peut raisonnablement supposer que la population scolaire représente le groupe d'âges de 6 à 14 ans et en 1972, 50 p. 100 environ de ce groupe d'âges étaient scolarisés dans 20 des 44 pays portés sur le graphique. Ce groupe représentant 23 p. 100 environ de la population totale, l'enseignement primaire universel n'était pratiquement réalisé en 1971/72 qu'au Congo, mais dans 10 autres pays le taux était supérieur à 70 p. 100. Les résultats de l'enseignement secondaire sont plus difficiles à évaluer mais le groupe d'âges de 15 à 19 ans représente quelque 9 p. 100 de la population totale de l'Afrique. En 1972/73, il n'y avait qu'un pays (Maurice) où les effectifs de l'enseignement secondaire représentaient plus de la moitié de ce groupe d'âges, tandis que dans huit autres pays la proportion dépassait 25 p. 100. Toutefois, dans l'ensemble le niveau de la scolarisation est faible et dans 14 pays, moins de 10 p. 100 du groupe d'âges de 15 à 19 ans fréquentaient des établissements secondaires tandis que dans 21 (soit près de la moitié des pays) les effectifs représentaient entre un dixième et un quart du groupe.

Toutefois, cette analyse fondée sur un graphique statique ne tient pas compte des grands progrès que l'enseignement a effectivement réalisés en Afrique au cours des années 60. Ainsi, les effectifs inscrits entre 1960 et 1970 sont passés de 19,2 millions à 29 millions dans les écoles primaires, de 2 millions à 4,6 millions dans les écoles secondaires et de 219 000 à 360 000 dans les établissements d'enseignement supérieur. De nouveaux progrès ont été accomplis au cours des années 70 et les plans de développement indiquent qu'aucun effort n'est ménagé pour augmenter le taux de scolarisation.

Le graphique IX porte sur les services de santé et présente une comparaison du nombre de médecins et de lits d'hôpital dans 32 pays africains vers 1972. On constate un écart considérable entre les deux extrêmes du rapport médecin par habitants dans les divers pays ainsi que dans le nombre de lits d'hôpital pour 1000 habitants. C'est en Egypte et en Libye que le nombre d'habitants par médecin était le plus faible (1 400) et au Niger qu'il était le plus élevé (60 000). Au Gabon, il y avait 7 lits d'hôpital pour 1 000 habitants tandis que le Nigeria et le Niger n'en comptaient que 0,6.

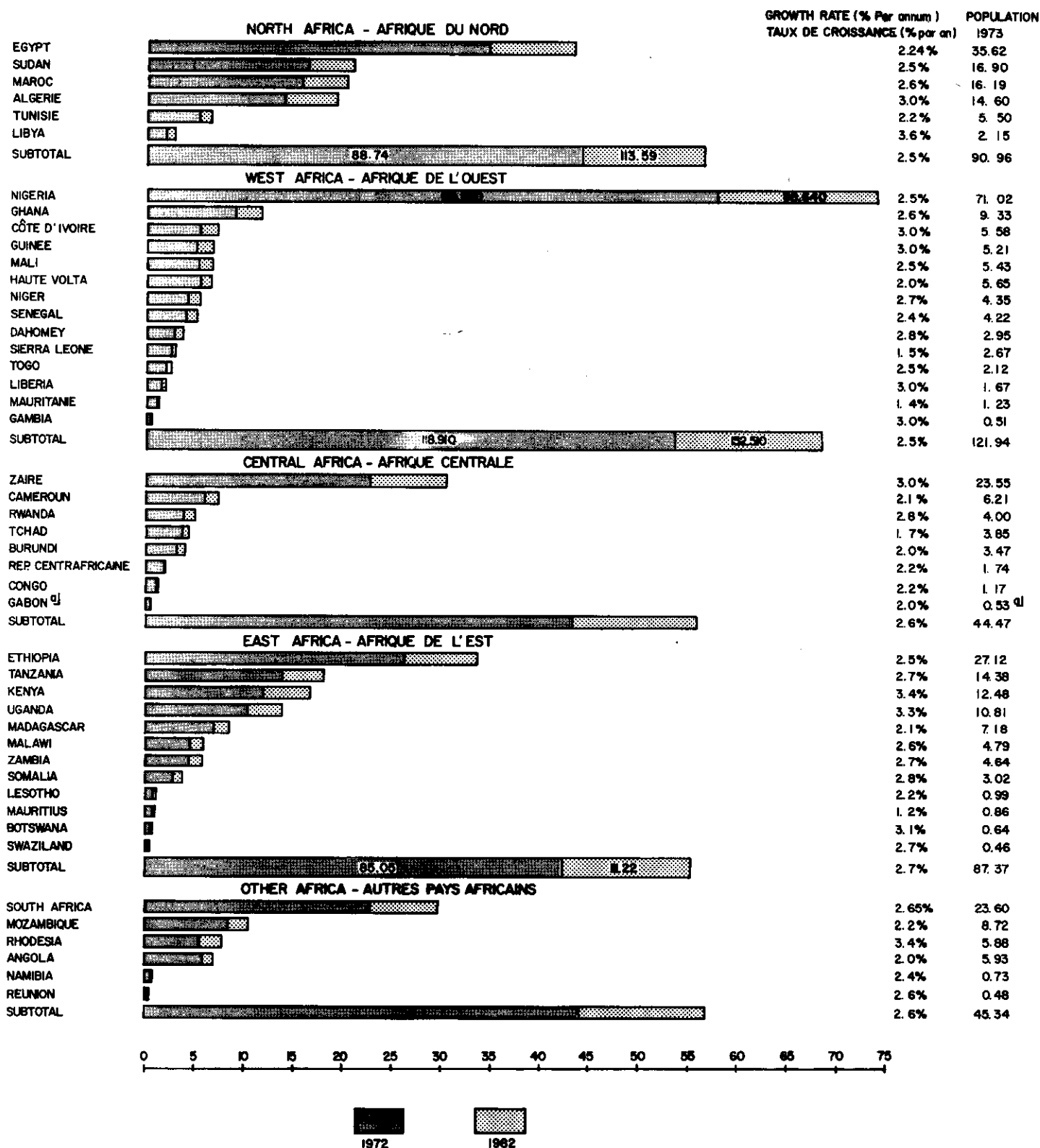
PERCENTAGE DISTRIBUTION OF THE POPULATION BY AGE GROUPS AS AT 1st JULY 1972
REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'ÂGE, 1er JUILLET 1972

VI



**MEDIUM POPULATION ESTIMATES (1972 - 1982)
ESTIMATIONS DE LA POPULATION (1972 ET 1982)**

VII



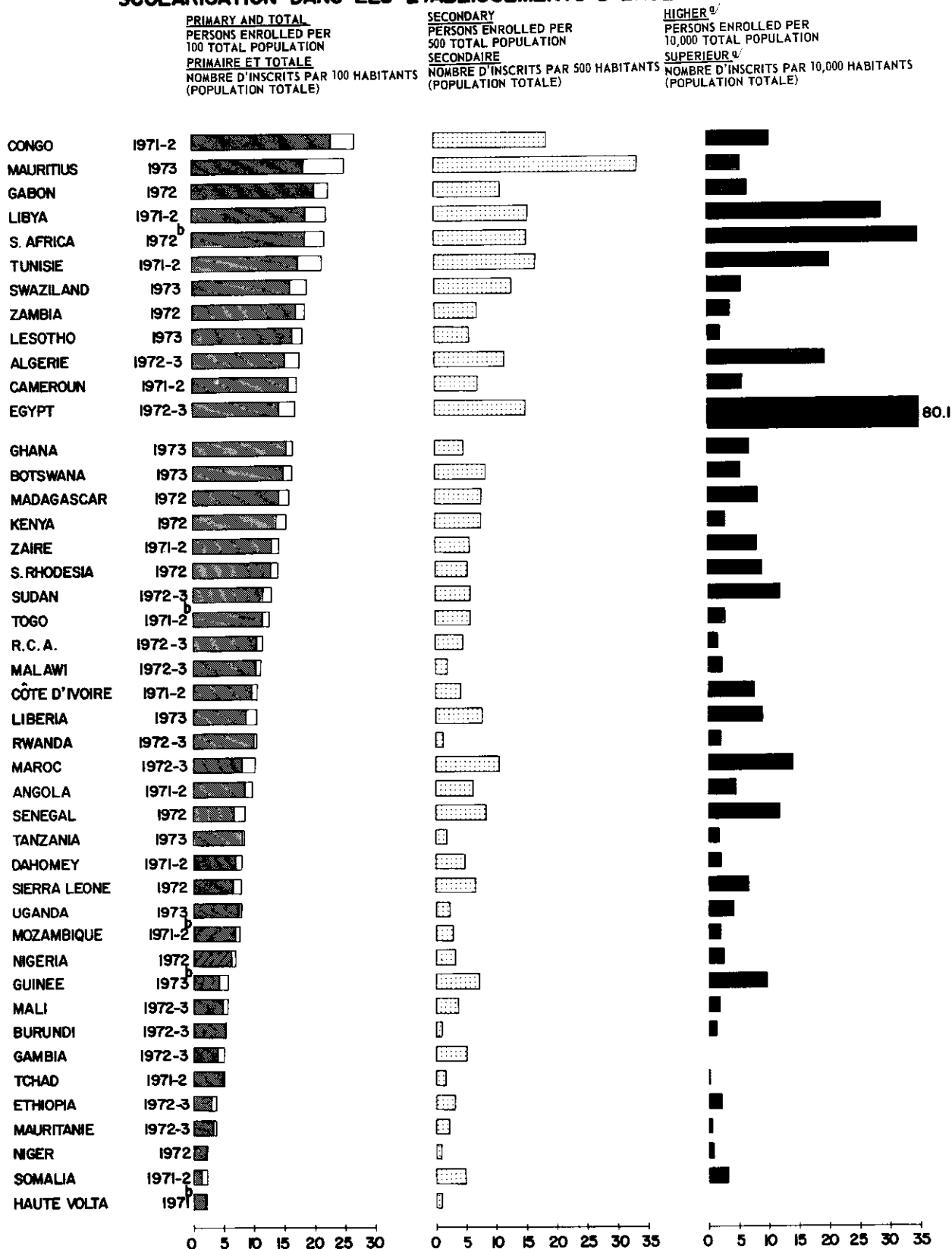
a/ COULD BE NEARER 1 MILLION
POURRAIT ETRE PLUS PROCHE D'UN MILLION

NOTE: WITH A GROWTH RATE OF 2.5% A YEAR A POPULATION WILL DOUBLE IN 28 YEARS, WITH 3.0% A YEAR IT WILL DOUBLE IN 24 YEARS
THE TOTAL POPULATION OF AFRICA IN 1972 WAS 382,000,000 AND THE GROWTH RATE 2.6% A YEAR

AVEC UN TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DE 2.5% LA POPULATION DOUBLE EN 28 ANS, AVEC UN TAUX DE CROISSANCE DE 3.0% ELLE DOUBLE EN 24 ANS
LA POPULATION TOTALE DE L'AFRIQUE EN 1972 ETAIT DE 382.000.000 AVEC UN TAUX ANNUEL DE CROISSANCE DE 2.6%

ENROLMENT IN EDUCATIONAL INSTITUTIONS 1972

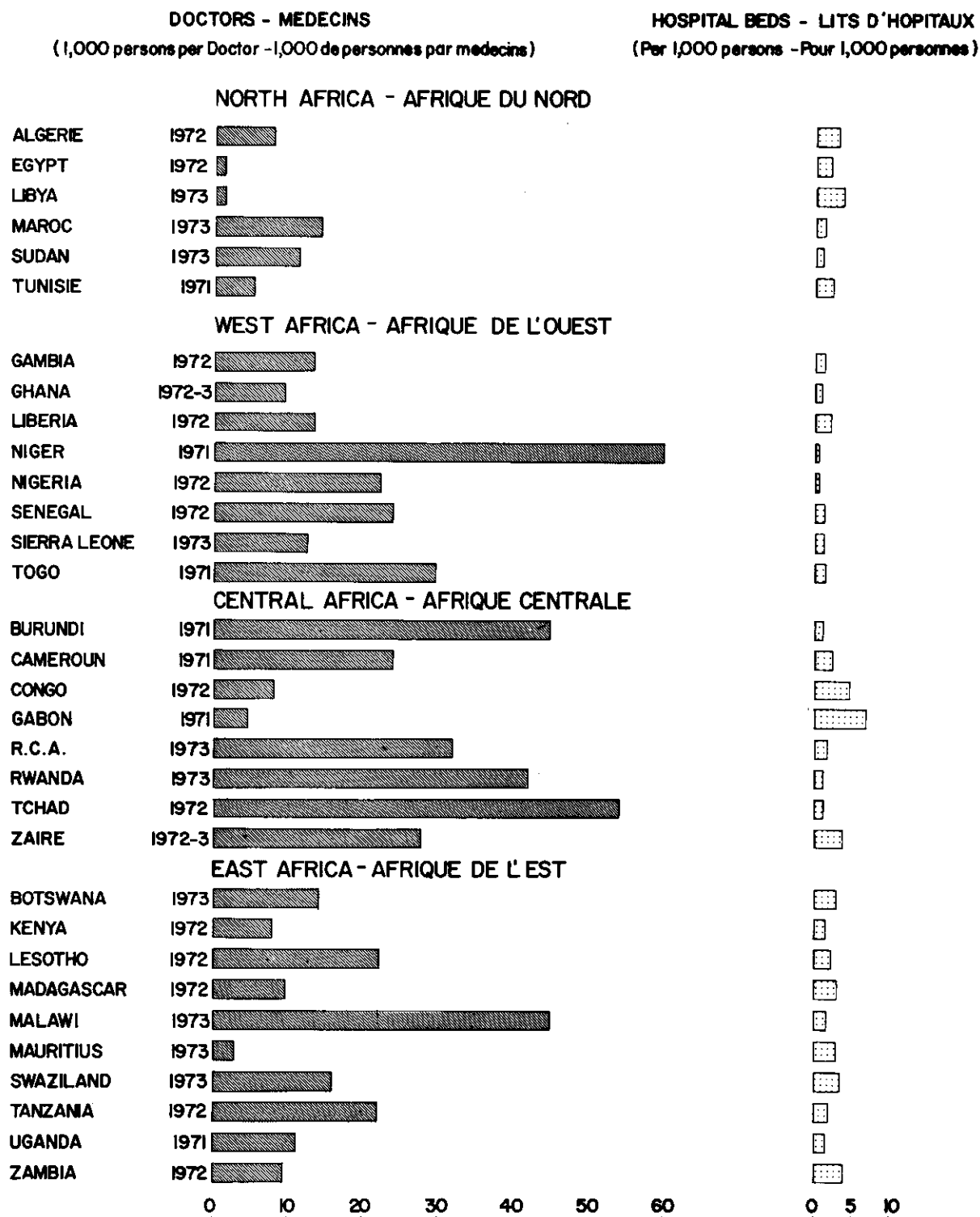
SCOLARISATION DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT, 1972



HOSPITAL BEDS AND DOCTORS RELATED TO POPULATION IN SELECTED AFRICAN COUNTRIES AROUND 1972

LITS D'HOPITAUX ET MEDECINS EN POURCENTAGE DE LA POPULATION DANS QUELQUES PAYS AFRICAINS AUX ENVIRONS DE 1972

IX



NOTE: THEY ARE A NUMBER OF ESTIMATES INCLUDED ABOVE
UN NOMBRE D'ESTIMATIONS SONT INCLUSES

Le faible rapport entre le nombre de lits d'hôpital et la population et le nombre élevé d'habitants par médecin sont associés au faible niveau du PIB par habitant et des dépenses publiques par habitant. A titre d'exemple, le Rwanda avait en 1972 un PIB par habitant de 60 dollars des Etats-Unis environ et les dépenses estimées de l'administration centrale n'étaient que de 6 dollars par habitant. On comptait 52 000 habitants pour un médecin et 1,5 lit d'hôpital pour 1 000 habitants. En revanche, le PIB par habitant de la Libye était de plus de 2 000 dollars, les dépenses publiques étaient de l'ordre de 800 dollars par habitant et on comptait 2 100 habitants par médecin et 3,9 lits d'hôpital pour 1 000 habitants.

Un pays riche comme la Libye peut se permettre de construire des hôpitaux et de les pourvoir en personnel mais dans la plupart des pays africains, il est difficile d'assurer les services médicaux, fût-ce à une échelle modeste. Il est intéressant de noter que parmi les pays portés au graphique, dont le PIB par habitant dépassait 200 dollars en 1972 aux prix de 1970, à savoir l'Algérie, l'Egypte, la Libye, le Maroc, la Tunisie, le Ghana, le Libéria, le Sénégal, le Congo, le Gabon, Maurice, le Swaziland et la Zambie, la plupart comptaient plus de deux lits d'hôpital pour 1 000 habitants, tandis que le nombre d'habitants par médecin était en général inférieur à 12 000. On peut voir là une indication du niveau que le PIB par habitant doit atteindre pour que des services médicaux puissent être assurés à cette très modeste échelle.

CHAPITRE III - ECHANGES ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX

Si l'on en juge d'après la part des biens et services importés dans le total des ressources disponibles et celle des biens et services exportés dans la demande finale, l'Afrique a une économie remarquablement ouverte. Ce jugement s'applique à l'ensemble du continent et à la grande majorité des pays africains. L'importance des échanges extérieurs varie naturellement d'un pays africain à l'autre, en fonction des ressources et du niveau de développement. En ce qui concerne les pays d'Afrique en voie de développement, les relations économiques internationales revêtent en règle générale une importance cruciale pour le processus de développement.

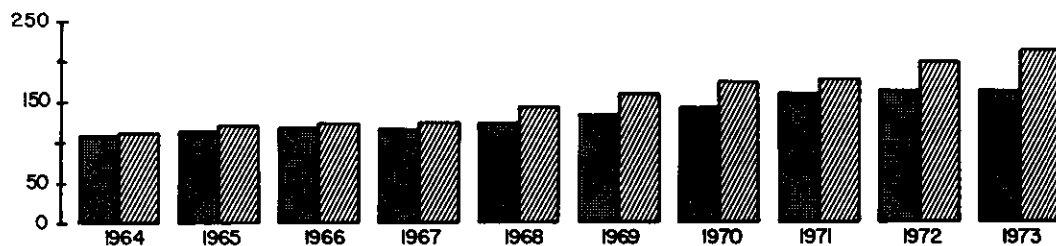
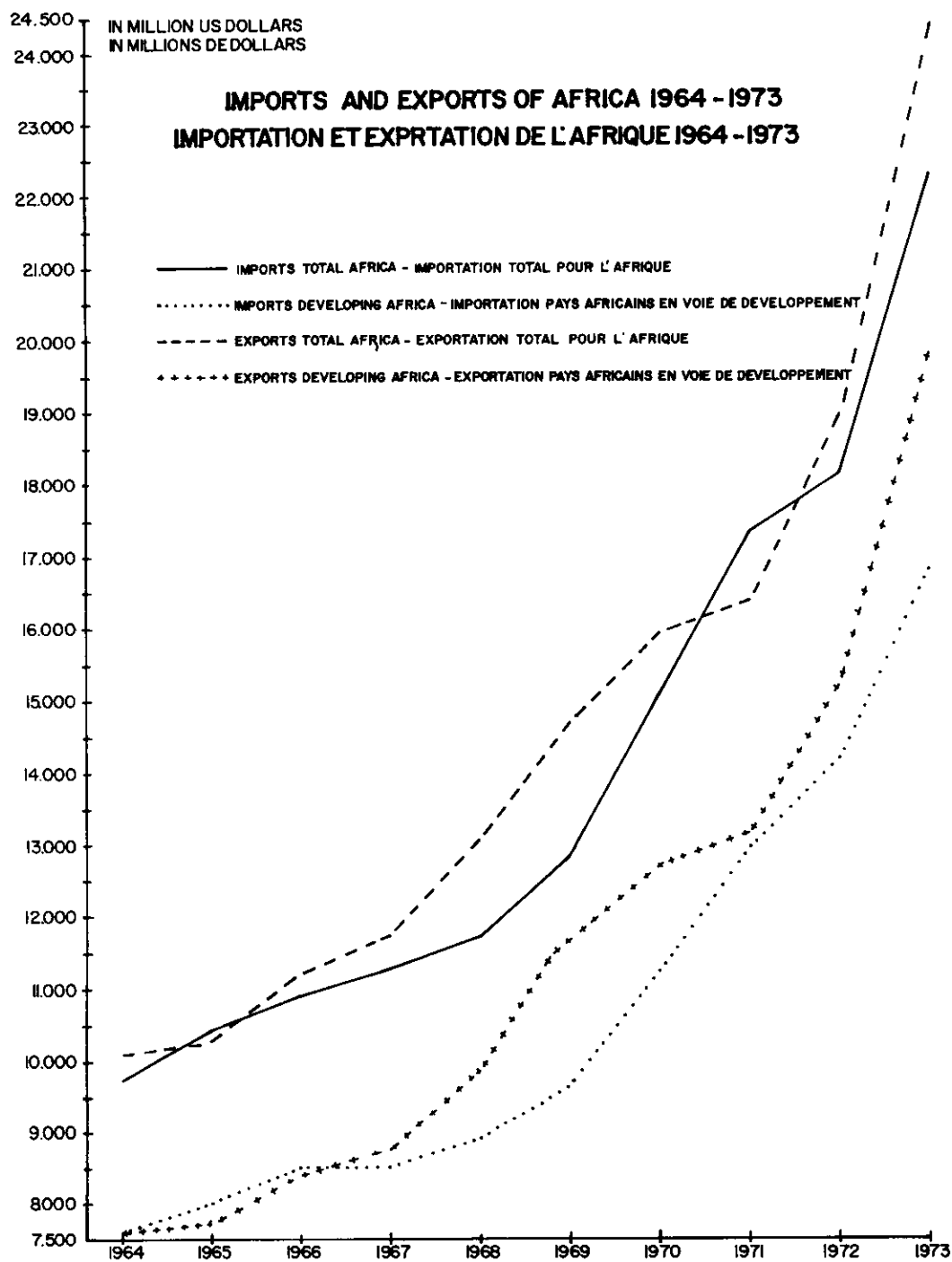
Le graphique X indique l'évolution des exportations et des importations de marchandises entre 1964 et 1973 pour l'ensemble de l'Afrique et pour l'Afrique en voie de développement. La situation des échanges qu'il révèle se caractérise essentiellement par le fait qu'au cours de cette période l'Afrique en voie de développement est passée de la position d'importateur net à celle d'exportateur net. Les exportations de l'Afrique en voie de développement ont augmenté à un taux annuel de près de 11,3 p. 100 entre 1964 et 1973 en prix courants. Quant aux importations, elles ont augmenté de 9,3 p. 100 par an. Le déficit de la balance des paiements enregistré au début des années 60 a été comblé au cours des dernières années et, en 1973, la valeur des exportations atteignait 19,8 milliards de dollars et celle des importations 16,8 milliards, soit un excédent de 3 milliards de dollars. L'année 1973 a été marquée par une augmentation rapide des exportations comme des importations (respectivement de 31 et 18 p. 100), ce qui s'explique essentiellement par le taux d'inflation de l'économie mondiale.

Il convient de noter que l'évolution favorable de la balance des paiements de 1964 à 1973 était due en grande partie à des conditions particulières, notamment à l'expansion très accusée des exportations de minéraux (en particulier de pétrole et de minerai de fer) et aux conditions favorables du marché de certaines catégories d'exportations importantes. En volume, les importations ont augmenté de 48 p. 100 entre 1964 et 1973 et les exportations de 88 p. 100.

La concentration par produits des exportations de l'Afrique a fait l'objet de nombreuses études. La proportion de la valeur totale des exportations représentée par les trois principaux produits en 1973 est indiquée pour 42 pays au graphique XI. Les exportations africaines sont extrêmement concentrées par produits et, ce qui est plus important encore, les exportations de certains pays portent essentiellement sur un, deux ou trois produits. Lorsque les conditions du marché sont défavorables, comme pour le cuivre en Zambie et le cacao au Ghana en 1971, elles se répercutent de façon désastreuse sur l'ensemble de la situation économique, mais le contraire est tout aussi vrai, comme ce fut le cas en 1973, lorsque le niveau des prix des produits d'exportation a accusé une forte hausse.

En 1973, plus de trois quarts des pays africains en voie de développement tiraient de trois produits seulement 60 p. 100 ou plus de leurs recettes d'exportation et il est peu probable que cette situation se modifie sensiblement dans un avenir proche. Même s'il y a des raisons de croire que la gamme des produits d'exportation d'un pays augmente au fur et à mesure que l'économie de

X



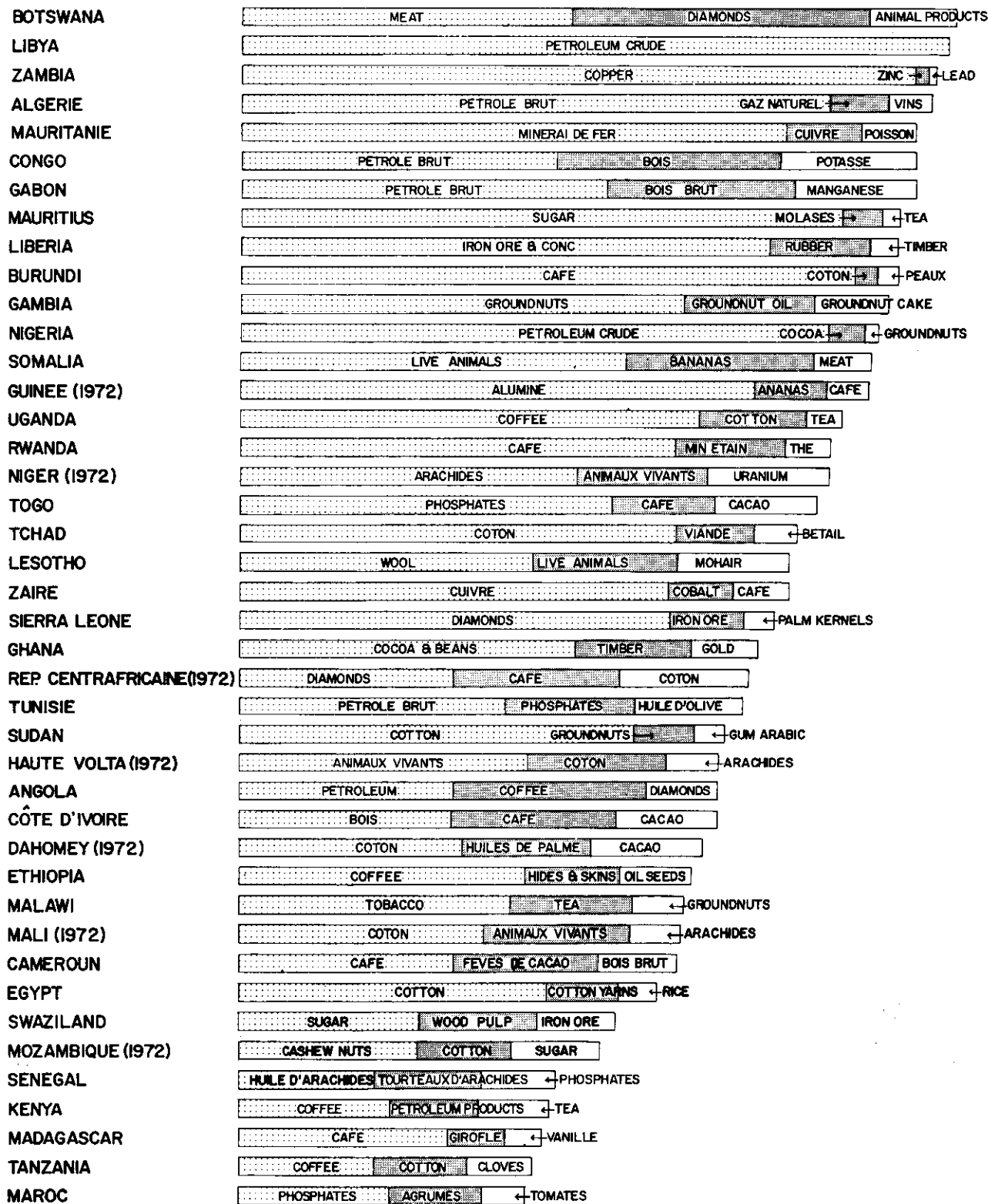
■ QUANTUM IMPORTS DEVELOPING AFRICA - QUANTUM IMPORTATION PAYS AFRICAINS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT (1963=100)

▨ QUANTUM EXPORTS DEVELOPING AFRICA - QUANTUM EXPORTATION PAYS AFRICAINS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT (1963=100)

RELATIVE IMPORTANCE OF THREE PRINCIPAL EXPORT COMMODITIES, IMPORTANCE RELATIVE DE TROIS PRODUITS D'EXPORTATION PRINCIPAUX,

1973

XI

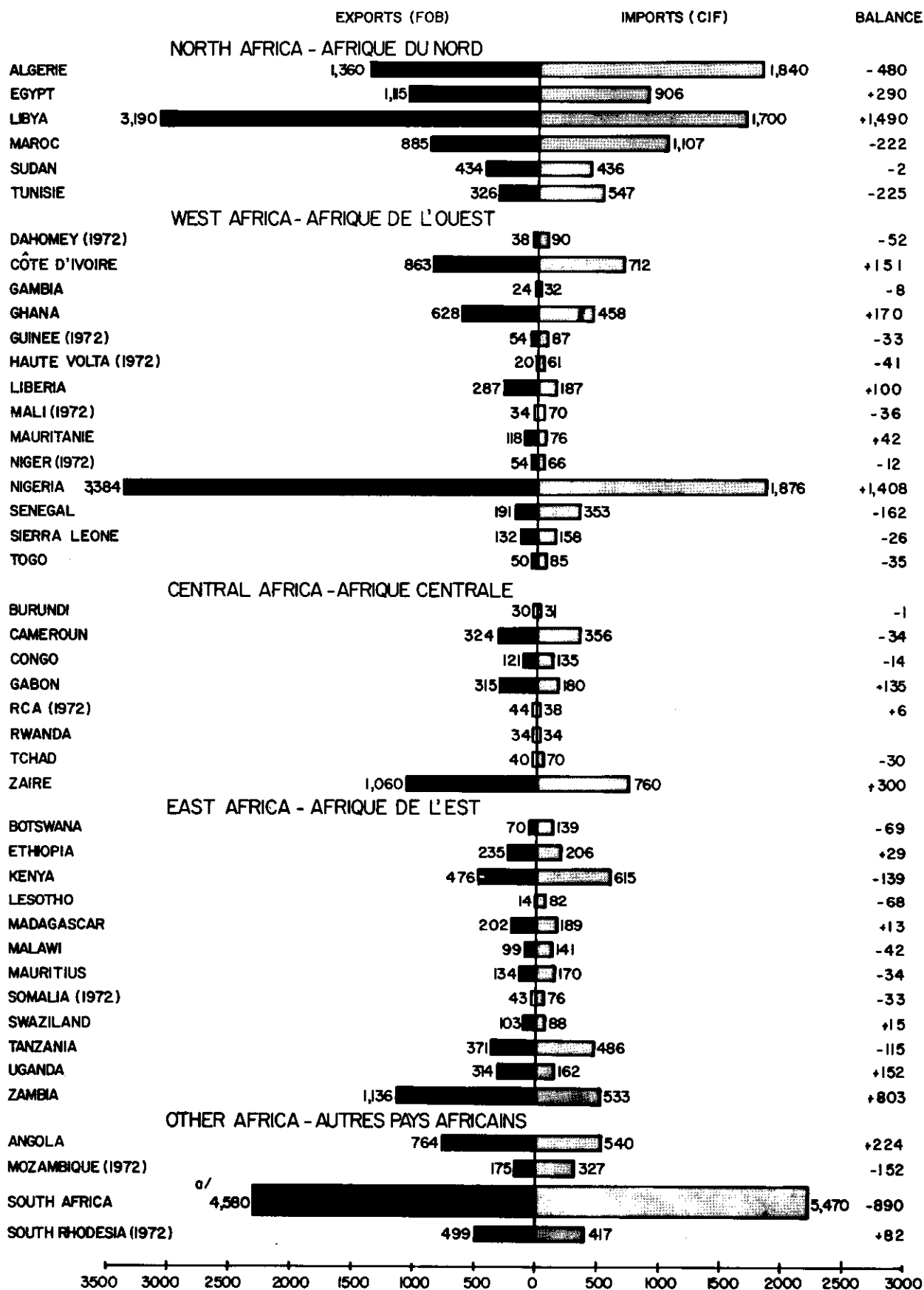


0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100%

EXPORTS AND IMPORTS BY COUNTRY 1973

EXPORTATION ET IMPORTATION PAR PAYS 1973

XII



a/ Includes value of gold produced at \$ 42 per oz

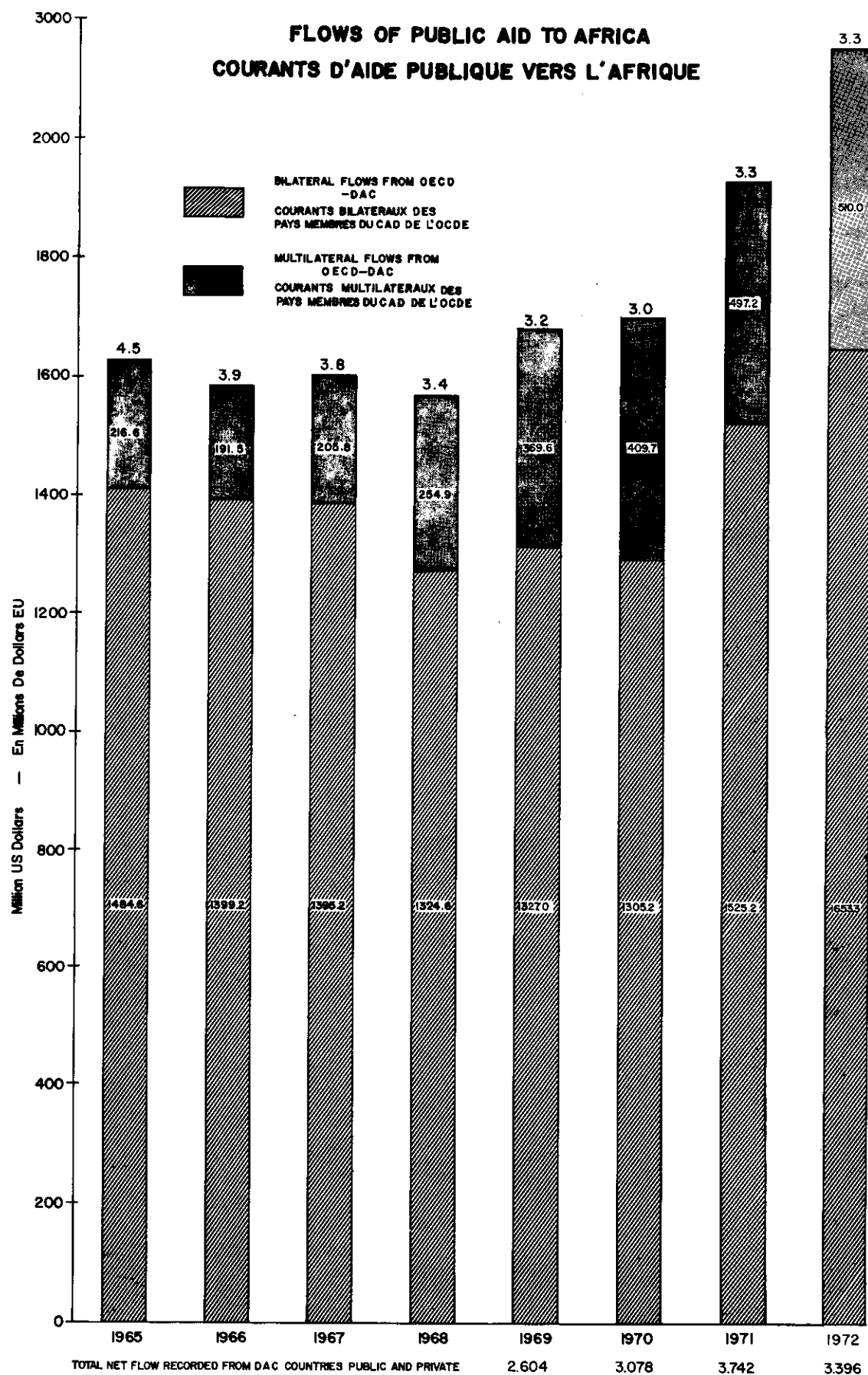


FIGURE ON TOP OF EACH BAR REPRESENTS FLOWS OF PUBLIC AID AS A PERCENTAGE OF GDP AT CURRENT MARKET PRICES IN DEVELOPING AFRICA

LE CHIFFRE INDIQUE AU-DESSUS DE CHAQUE BARRE REPRESENTE LE MONTANT DE L'AIDE PUBLIQUE EXPRIME EN POURCENTAGE DU PIB AUX PRIX COURANTS DU MARCHE POUR L'AFRIQUE EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

ce pays se diversifie, on constate toutefois que les pays figurant dans le bas du graphique XI ont tendance à avoir une économie plus diversifiée que ceux qui figurent en haut de graphique.

Les exemples les plus frappants d'exportations presque entièrement concentrées sur un seul produit sont offerts par la Libye (99 p. 100 de pétrole brut), l'Algérie (83 p. 100 de pétrole brut), le Burundi (86 p. 100 de café), la Gambie (91 p. 100 d'arachides), Maurice (84 p. 100 de sucre) et la Zambie, où 94 p. 100 des recettes d'exportation de 1973 provenaient du cuivre. Le Nigéria est également devenu exportateur d'un seul produit en 1973, car 83 p. 100 de ses exportations totales consistaient en pétrole brut.

Une majorité de pays africains importent encore davantage, en valeur, qu'il n'exportent, et le graphique XII indique la valeur totale des importations et des exportations par pays en 1973. Même si, dans l'ensemble, l'Afrique en voie de développement exporte nettement plus qu'elle n'importe, en 1973, 25 pays étaient encore des importateurs nets. L'année 1973 a été marquée par le début de très fortes hausses du prix du pétrole et s'il est vrai qu'en 1973 le pétrole et les produits pétroliers représentaient environ 6 p. 100 de la valeur totale des importations des pays non producteurs de pétrole, il a été estimé que cette proportion passerait à 15 p. 100 en 1974 après la hausse importante des prix du pétrole. Il est probable que de nombreux pays connaîtront une aggravation de leur déficit commercial, alors que les pays producteurs de pétrole tireront de très grands profits de cette augmentation.

L'Afrique importe essentiellement des produits manufacturés, des machines et du matériel de transport et les produits alimentaires qui ne sont pas produits dans les pays intéressés. En 1973, les produits manufacturés représentaient probablement jusqu'à 70 p. 100 des importations et les produits alimentaires, boissons et tabacs, environ 15 p. 100. Toujours est-il qu'une grande partie des importations actuelles pourraient être remplacées par des produits cultivés ou fabriqués en Afrique même, à condition de faire les investissements nécessaires, mais il faut bien dire que la production de machines et de matériel de transport dans l'Afrique en voie de développement risque de ne se développer que lentement.

Le développement des économies africaines est lié en dernière analyse à la planification et aux efforts des pays intéressés. Néanmoins, l'aide extérieure apporte un complément extrêmement important à ces efforts; le graphique XIII offre des informations fragmentaires, relatives principalement aux apports des pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, pour les années 1965 à 1972. Depuis 1968 on tend à mettre l'accent sur l'aide multilatérale plutôt que sur l'aide bilatérale, ainsi qu'il ressort des données du graphique. En 1972, le montant total des apports atteignait 2 milliards 163 millions, contre 1 milliard 701 millions en 1965. Au cours des années 1966 à 1968, le flux a diminué par rapport à 1965, mais une tendance ascendante se manifeste depuis 1968. Le volume des apports de capitaux est particulièrement important dans le secteur extérieur mais en pourcentage du PIB en prix courants ils sont tombés de 4,5 p. 100 en 1965 à 3 p. 100 en 1970, pour remonter à 3,3 p. 100 en 1971 et 1972. Si l'on y ajoute les apports d'aide privée, le montant total des apports de capitaux atteignait 3 milliards 396 millions de dollars en 1972, ce qui correspond toutefois à une faible diminution par rapport au montant de 3 milliards 742 millions enregistré en 1971.

La balance des paiements est généralement définie comme un relevé systématique de toutes les transactions économique intervenues, pendant une certaine année, entre les résidents du pays en cause et ceux des pays étrangers. Les statistiques de la balance des paiements des pays africains se sont nettement améliorées ces dernières années et le graphique XIV présente les statistiques relatives à 36 pays.

Le graphique met en évidence un déficit général du compte courant pour les biens et services financés par des recettes de transfert (aide essentiellement) et des apports de capitaux. La Libye fait exception avec un très fort excédent de biens et services, auquel s'ajoutent la sortie de capitaux et des paiements de transfert.

Pour les 35 pays en voie de développement portés au graphique essentiellement pour 1972), l'apport net de capitaux s'élevait à 1 milliard 589 millions de dollars, les recettes de transferts nettes à 655 millions et le déficit net pour les biens et services à 1 milliard 559 millions. Les réserves extérieures nettes ont augmenté considérablement, passant pour l'ensemble de l'Afrique en voie de développement de 5 milliards 640 millions en décembre 1971 à 6 milliards 140 millions en décembre 1972. Si l'on exclut la Libye, le chiffre est passé de 2 milliards 990 millions à 3 milliards 210 millions.

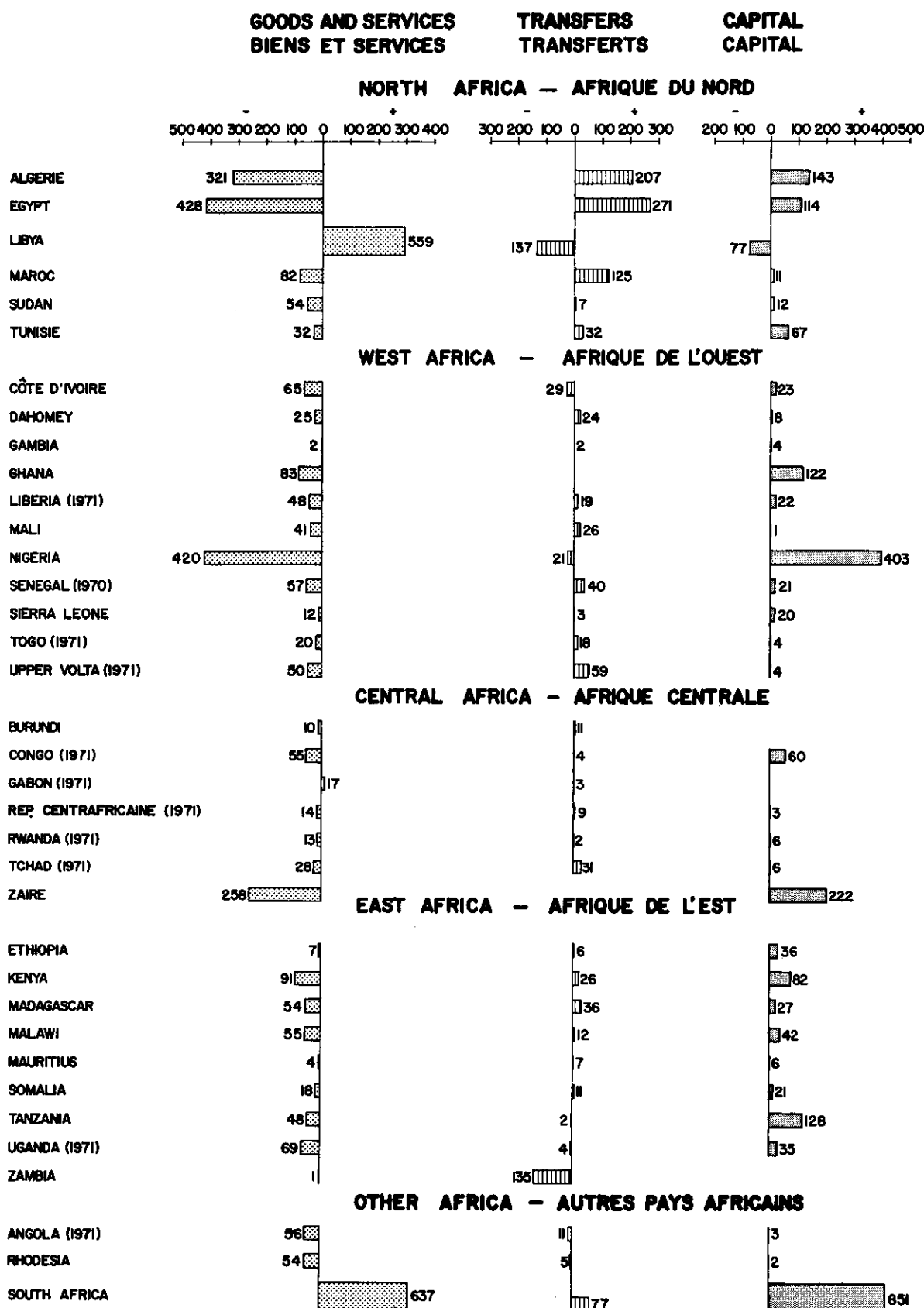
Cette tendance à l'accroissement des réserves s'est maintenue en 1973 à une échelle de plus en plus élevée: le total pour l'Afrique en voie de développement était de 6,9 milliards de dollars environ, soit une augmentation d'environ 760 millions pour l'année. En 1973, les réserves de la Libye sont tombées de 2 milliards 925 millions de dollars à 2 milliards 127 millions de dollars, de sorte que les réserves du reste de l'Afrique en voie de développement sont passées de 3 milliards 210 millions à 4 milliards 770 millions de dollars.

BALANCE OF PAYMENTS OF SELECTED AFRICAN COUNTRIES, 1972

BALANCE DES PAIEMENTS DE CERTAINS PAYS AFRICAINS, 1972

IN MILLION US DOLLARS - EN MILLIONS DE DOLLARS

XIV



CHAPITRE IV - ENERGIE

Bien que l'Afrique possède d'importantes réserves de gaz naturel et de pétrole brut ainsi qu'un potentiel considérable d'énergie hydro-électrique, la consommation de toutes formes d'énergie est encore très limitée dans la région. La production de pétrole brut, en particulier, a augmenté, très rapidement au cours des années 60; mais étant en majeure partie exportée, elle ne fait l'objet que d'une consommation fort réduite en Afrique. En 1972, 14 p. 100 seulement de l'énergie produite dans les pays en voie de développement ont été effectivement consommés et, dans l'Afrique en voie de développement, la consommation par habitant était de 160 kg d'équivalent-charbon. Ce niveau de consommation, qui représente moins d'un douzième de la moyenne mondiale, constitue un bon indicateur de degré de développement industriel des pays considérés du fait que, dans le monde moderne, l'énergie est indispensable au progrès économique. Le graphique XV indique la production et la consommation d'énergie primaire dans certains pays d'Afrique en 1972. Les principaux consommateurs étaient, par ordre d'importance: l'Afrique du Sud, l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, la Rhodésie du Sud, le Nigéria, la Zambie, le Kenya, le Soudan, le Zaïre et le Ghana.

En 1972, la consommation par habitant n'a dépassé 200 kWh que dans huit pays. Pour ce qui est de l'Afrique en voie de développement, la plus forte consommation, soit 100 kWh par habitant, a été relevée en Zambie où de grandes quantités d'électricité sont utilisées pour l'extraction du cuivre. La consommation ne peut se développer sensiblement que là où il existe un secteur industriel ou minier d'importance. En 1972, le Ghana enregistrait une moyenne de plus de 300 kWh par habitant, grâce aux fortes quantités utilisées pour la fonte de l'alumine pour la production d'aluminium, tandis que la consommation de presque 500 kWh par habitant au Libéria représentait en grande partie l'électricité servant à l'extraction du minerai de fer. La consommation moyenne de l'Afrique en voie de développement n'atteignait en 1972 que 155 kWh environ par habitant, soit moins d'un dixième de la moyenne mondiale. Par contraste, elle était de 2 300 kWh par habitant en Afrique du Sud.

Les principaux pays producteurs de pétrole brut sont la Libye, le Nigéria et l'Algérie mais ils exportent la majeure partie de leur production. Ces trois pays sont les plus gros producteurs de gaz naturel et l'Algérie et la Libye ont atteint le stade où les exportations ont pris des proportions importantes. La production de charbon n'est importante que dans le sud du continent: celle de l'Afrique du Sud représentait 90 p. 100 du total en 1972.

La production d'énergie hydro-électrique se répartit plus équitablement dans la région, la plupart des pays étant plus ou moins producteurs. L'Egypte, le Ghana, le Zaïre et la Rhodésie du Sud sont actuellement en tête mais un certain nombre de projets importants permettront d'accroître considérablement la production de l'Afrique. Deux pays exportent de fortes quantités d'électricité vers des pays voisins, à savoir la Rhodésie du Sud vers la Zambie et l'Ouganda vers le Kenya. Le Ghana commence, d'autre part, à exporter vers le Dahomey et le Togo. En 1972, la production hydro-électrique de la Zambie a atteint 3,3 milliards de kWh après le démarrage de la production de l'énergie du Kafue.

Les ressources énergétiques connues de l'Afrique comprennent aussi des réserves d'oxyde d'uranium qui ont été découvertes et sont exploitées en Afrique du Centre et en Afrique du Sud. On a également repéré d'autres gisements qui font l'objet d'une prospection plus poussée

On a annoncé en 1972 que les ressources d'énergie géothermique de l'Ethiopie pourraient répondre en majeure partie aux besoins actuels du pays en énergie électrique.

Les réserves de pétrole brut de l'Afrique font actuellement l'objet de recherches intensives. Le niveau de développement atteint durant les années 60 permet de penser que le continent possède probablement des réserves considérables de pétrole en plus de celles qui sont déjà reconnues. En fait, on découvre tous les ans de nouveaux gisements importants. La recherche de pétrole brut a également conduit à la découverte de réserves de gaz naturel dans un certain nombre de pays. Celles-ci ne peuvent être utilisées rapidement que lorsqu'il existe déjà un marché, sur place ou à proximité. L'Egypte, par exemple, se propose d'exploiter le gaz naturel découvert dans la région du delta du Nil pour son économie, tandis que les réserves du Mozambique pourraient être amenées par pipeline en Afrique du Sud où il existe déjà un vaste marché. Les investissements nécessaires pour liquéfier le gaz naturel en vue de l'exporter vers les marchés des pays développés sont tels que cette forme d'exploitation ne progresse que lentement, mais le Nigéria espère, au cours des prochaines années, devenir exportateur, comme le sont déjà l'Algérie et la Libye.

La crise mondiale de l'énergie qui s'est déclenchée à la fin de 1973, entraînant la réduction de la production et l'augmentation du prix du pétrole a abouti à l'intensification, en 1974, des activités de prospection en Afrique, et un certain nombre de gisements qui avaient été classés comme non rentables en raison du niveau antérieur des prix ont fait l'objet d'une étude approfondie dont le but était de déterminer s'il était désormais intéressant de les exploiter. On s'intéresse également davantage à la réalisation d'ouvrages hydro-électriques et à la recherche d'autres formes d'énergie (éolienne, solaire et géothermique).

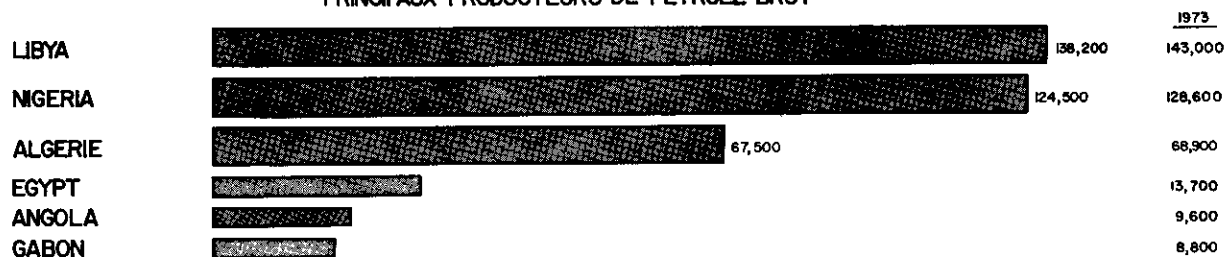
La valeur des importations de produits pétroliers de l'Afrique a été multipliée par près de trois en 1973 et il a été estimé que 33 pays en voie de développement non producteurs de pétrole devront dépenser 1,3 milliard de dollars pour leurs importations de pétrole en 1974, contre 500 millions en 1973.

PRODUCTION AND CONSUMPTION OF PRIMARY ENERGIE, 1972
 PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ENERGIE PRIMAIRE, 1972

XV

IN THOUSAND TONS OF COAL EQUIVALENT
 EQUIVALENCE EN HOUILLE, EN MILLIERS DE TONNES

MAIN PRODUCERS OF CRUDE PETROLEUM
 PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE PETROLE BRUT



MAJOR NATURAL GAS PRODUCERS
 GRANDS PRODUCTEURS DE GAZ NATUREL

ALGERIE

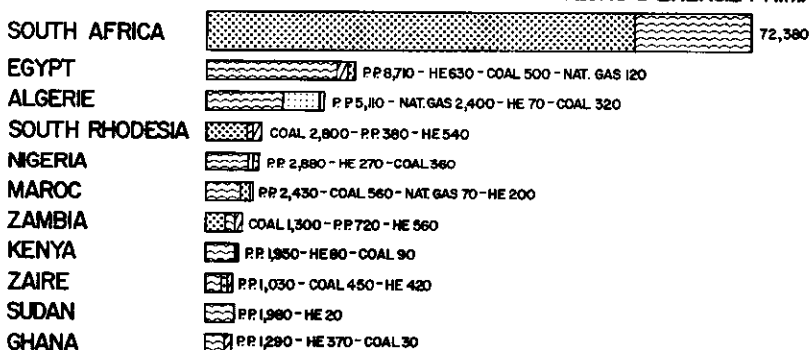
MAIN COAL PRODUCERS
 PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE HOUILLE



MAIN HYDRO-ELECTRICITY PRODUCERS
 PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'ELECTRICITE HYDRAULIQUE

SOUTH RHODESIA
 EGYPT
 ZAIRE
 GHANA
 NIGERIA

PRINCIPAL CONSUMERS OF PRIMARY ENERGY
 PRINCIPAUX CONSOMMATEURS D'ENERGIE PRIMAIRE



OTHER SELECTED CONSUMERS
 AUTRES CONSOMMATEURS

TUNISIE
 MOZAMBIQUE
 CÔTE D'IVOIRE
 LIBYA
 ETHIOPIA
 TANZANIA
 UGANDA
 CAMEROUN
 LIBERIA
 TOGO

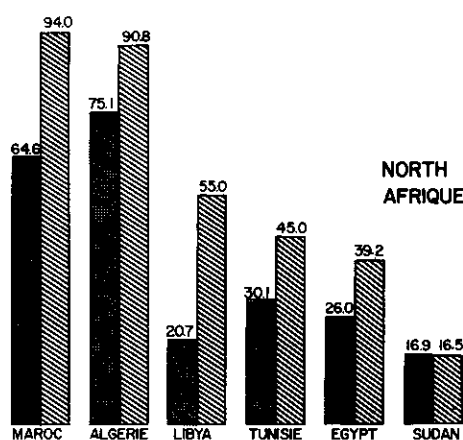
PP = PETROLEUM PRODUCTS

0 5000 10000 15000 20000 25000 30000 35000 40000 45000 50000 55000 60000

COMMERCIAL ROAD MOTOR VEHICLES, 1965 AND 1972 **VEHICULES AUTOMOBILES COMMERCIAUX EN SERVICE, 1965 ET 1972**

Thousands - Milliers

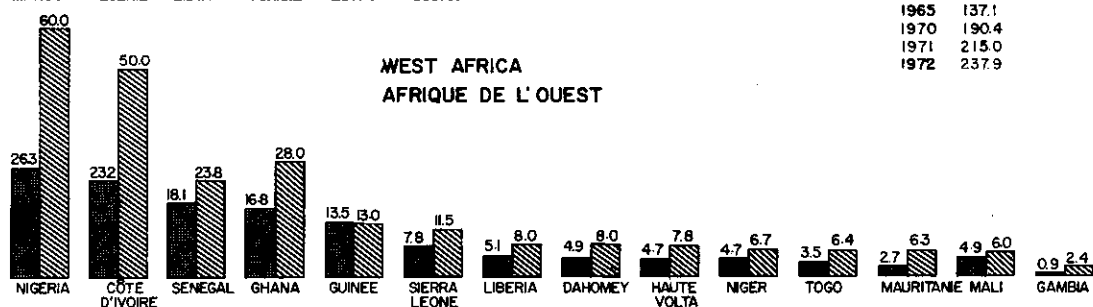
XVI



NORTH AFRICA **AFRIQUE DU NORD**

SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

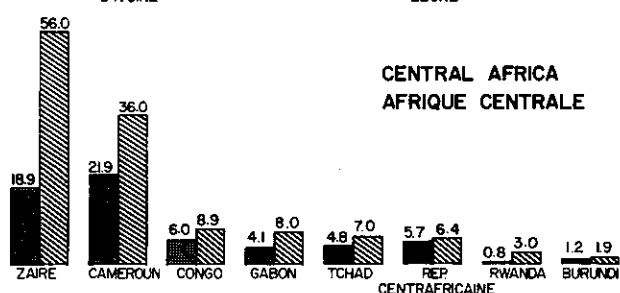
1965	233.5
1970	294.3
1971	320.0
1972	340.5



WEST AFRICA **AFRIQUE DE L'OUEST**

SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

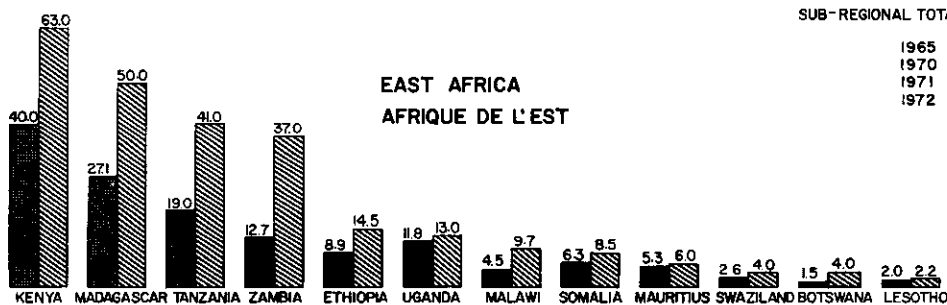
1965	137.1
1970	190.4
1971	215.0
1972	237.9



CENTRAL AFRICA **AFRIQUE CENTRALE**

SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

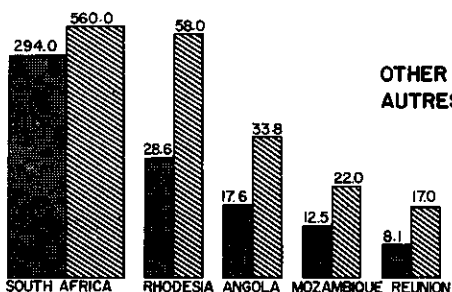
1965	63.0
1970	110.0
1971	122.8
1972	127.2



EAST AFRICA **AFRIQUE DE L'EST**

SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

1965	141.7
1970	207.9
1971	237.5
1972	257.9



OTHER AFRICA **AUTRES PAYS AFRICAINS**

SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

1965	360.8
1970	539.4
1971	612.7
1972	690.8

TOTAL AFRICA - AFRIQUE TOTAL

1965	931.1
1970	1342.0
1971	1508.0
1972	1649.3



CHAPITRE V - TRANSPORTS

Les services de transport existant en Afrique sont les suivants: ports maritimes et fluviaux, chemins de fer, routes et moyens de transport routier, services de transport aérien. Il y a en outre une flotte marchande établie dans la région, qui se développe de manière à pouvoir transporter un volume croissant d'importations et d'exportations africaines. Les graphiques XVI et XVII portent sur les véhicules routiers commerciaux en exploitation, le transport des marchandises par rail et le volume des marchandises manutentionnées dans les ports africains en 1965 et 1972. Les cartes XIX à XXII indiquent la position approximative des divers moyens de transport.

Le nombre de véhicules routiers à usage commercial enregistré dans l'Afrique en voie de développement est passé de 637 000 en 1965 à 915 000 en 1970, soit une augmentation de 44 p. 100. Pour l'ensemble de l'Afrique, l'augmentation était de 44 p. 100: de 931 000 à 1 342 000. Dans chaque cas, le taux de croissance annuel était de 7,6 p. 100 au moins mais bien que ce taux soit important, le nombre des véhicules en exploitation dans la région est encore très faible par rapport aux chiffres correspondants des pays avancés aussi bien que par rapport au réseau routier et à la population de l'Afrique. En 1971, le nombre de véhicules à usage commercial a augmenté de 11 p. 100 dans l'Afrique en voie de développement, atteignant 1 020 000 environ, et en 1972 de 7 p. 100 supplémentaires, atteignant environ 1 090 000.

En 1970, la longueur totale des routes de l'Afrique en voie de développement était d'environ 1,2 million de kilomètres, dont 144 000 km de routes goudronnées et quelque 210 000 km de grandes routes. Le nombre total de véhicules en service, non compris les tracteurs, les autobus et les motocyclettes, s'élevait à environ 2 670 000 pour l'Afrique en voie de développement et à près de 4 630 000 pour l'ensemble de l'Afrique, et en 1972 ce chiffre est passé respectivement à 3 175 000 et 5 485 000.

Les statistiques du fret ferroviaire indiquent le degré d'activité commerciale, notamment en ce qui concerne les échanges extérieurs. Le graphique XVII où figurent 29 pays, montre que le volume total des marchandises transportées par rail dans l'Afrique en voie de développement a augmenté de 22 p. 100 entre 1965 et 1970, alors qu'on a enregistré dans l'ensemble de l'Afrique un accroissement de beaucoup supérieur, à savoir 41 p. 100. Entre 1970 et 1971, on a enregistré une baisse du transport ferroviaire de marchandises dans l'Afrique en voie de développement et dans l'ensemble de l'Afrique, suivie toutefois, en 1972, d'une certaine reprise dans l'Afrique en voie de développement et d'une augmentation de 3,5 p. 100 dans l'ensemble de l'Afrique.

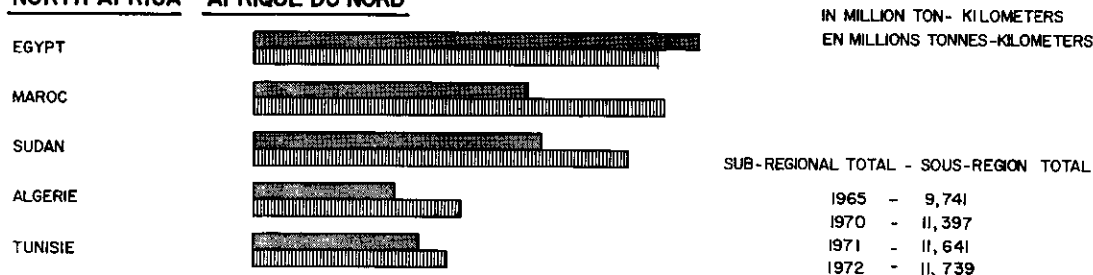
Les statistiques des marchandises manutentionnées dans les ports sont présentées au graphique XVIII et portent sur une grande partie des exportations et des importations de l'Afrique. Ce graphique, où figurent 31 pays, indique que le volume global des marchandises manutentionnées est passé de 253,1 millions de tonnes en 1965 à 490,7 millions en 1970, soit une augmentation de 94 p. 100. Dans l'Afrique en voie de développement, le chiffre est passé de 231,4 millions en 1965 à 457,1 millions en 1970, soit une augmentation de 98 p. 100.

RAILWAY FREIGHT TRAFFIC 1965 AND 1972

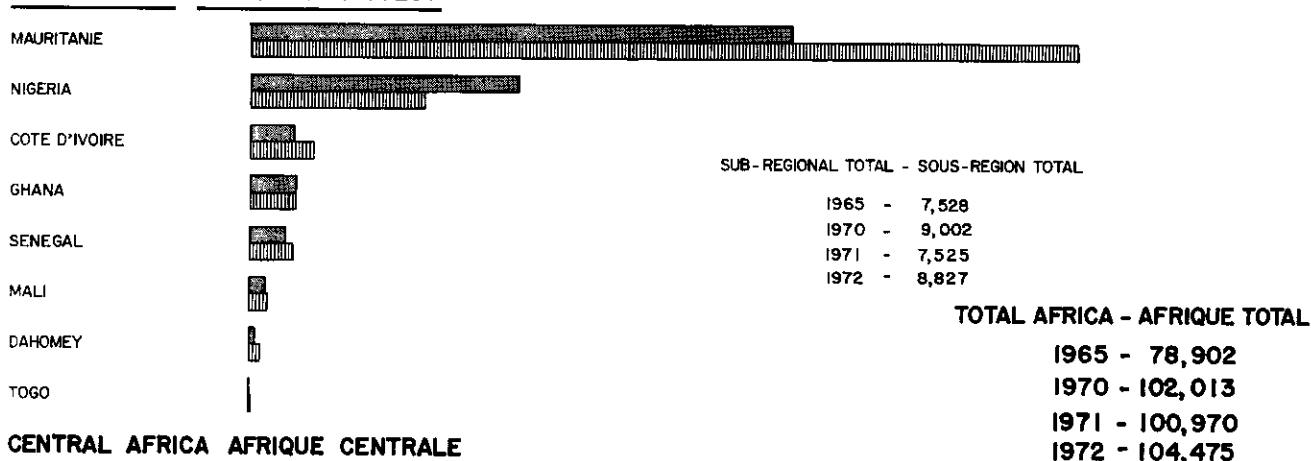
TRAFIC FERROVIAIRE DES MARCHANDISES 1965 ET 1972

XVII

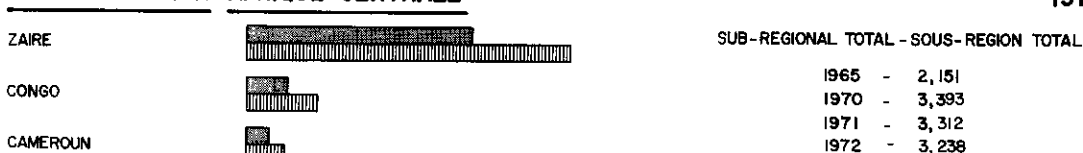
NORTH AFRICA AFRIQUE DU NORD



WEST AFRICA AFRIQUE DE L'OUEST



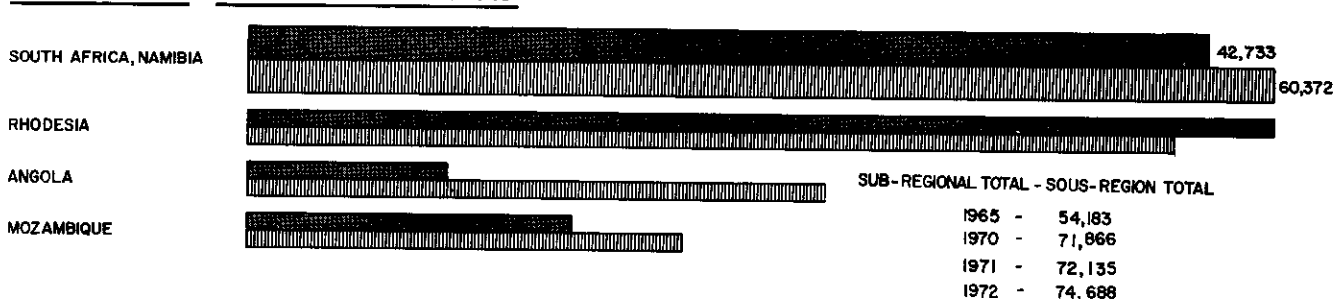
CENTRAL AFRICA AFRIQUE CENTRALE



EAST AFRICA AFRIQUE DE L'EST



OTHER AFRICA AUTRES PAYS AFRICAINS



0 500 1000 1500 2000 2500 3000 3500 4000 4500 5000 5500 6000 6500 7000 7500 8000

1965

1972

**MARITIME FREIGHT TRAFFIC, GOODS LOADED AND UNLOADED
AT AFRICAN PORTS 1965 AND 1972**

**TRAFIC MARITIME, MARCHANDISES CHARGEES ET DECHARGEES
DANS LES PORTS AFRICAINS, 1965 ET 1972**

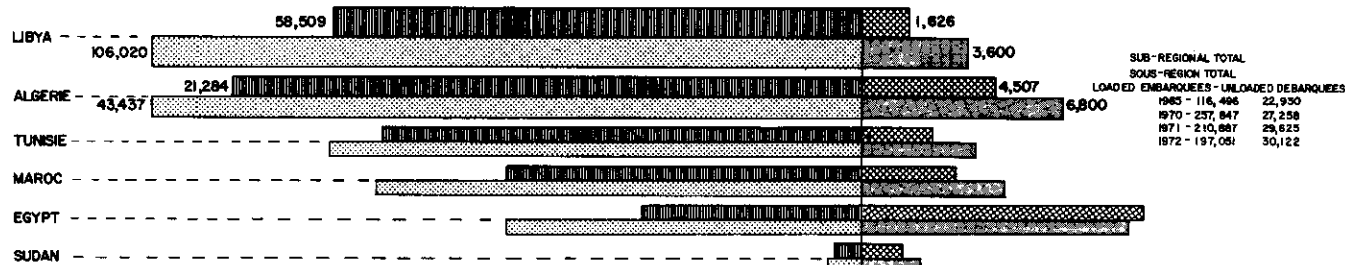
XVIII

IN THOUSAND METRIC TONS
EN MILLIERS DE TONNES METRIQUES

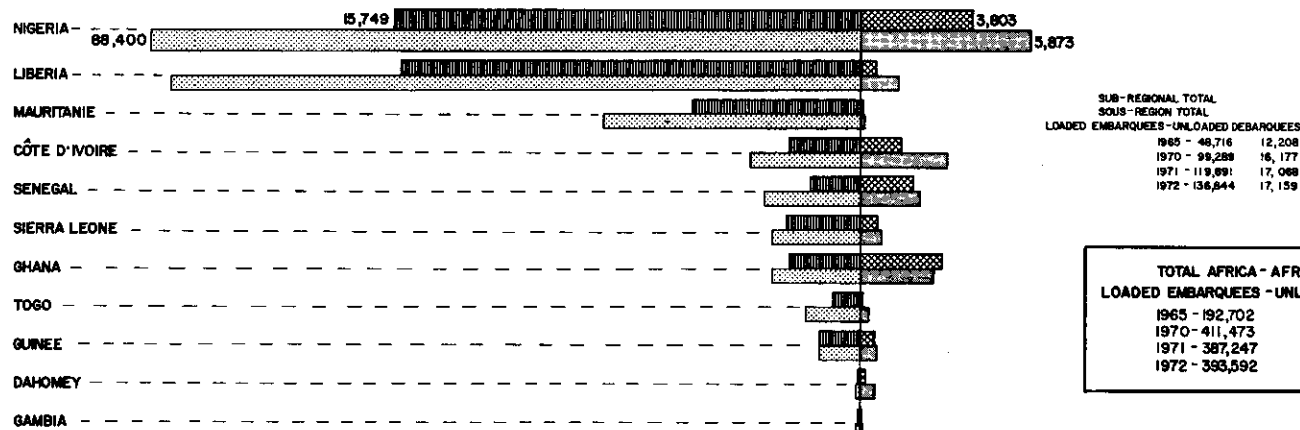
LOADED - EMBARQUEES

UNLOADED - DEBARQUEES

NORTH AFRICA - AFRIQUE DU NORD



WEST AFRICA - AFRIQUE DE L'OUEST



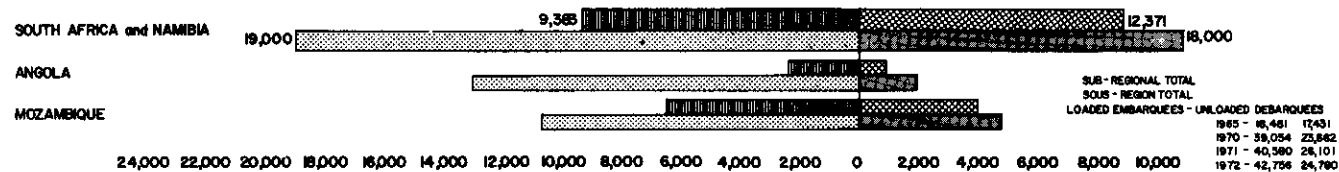
CENTRAL AFRICA - AFRIQUE CENTRALE



EAST AFRICA - AFRIQUE DE L'EST



OTHER AFRICA - AUTRES PAYS AFRICAINS



LEGEND - LEGENDE



La croissance la plus importante a été marquée par les exportations de pétrole brut qui figurent en particulier dans les totaux relatifs à la Libye, au Nigéria, au Gabon et à l'Angola. Le volume total des marchandises chargées dans l'Afrique en voie de développement est passé de 183,3 millions de tonnes en 1965 à 395,2 millions en 1970, soit une croissance de 121 p. 100. Outre l'accroissement des exportations de pétrole brut, il faut noter le progrès important des exportations de minerai de fer de la Mauritanie, du Libéria et de l'Angola. En ce qui concerne les chargements d'exportations, huit pays (Algérie, Dahomey, Gabon, Libéria, Libye, Madagascar, Nigéria et Angola) ont réalisé une augmentation de plus de 100 p. 100, cependant que quelques autres, dont l'Egypte, le Ghana et la Guinée, ont enregistré une réduction.

En 1971, le volume total des marchandises manutentionnées dans les ports d'Afrique a diminué de 3 à 4 p. 100 par suite d'une réduction des cargaisons de pétrole d'Afrique du Nord suffisamment importante pour annuler, et au-delà, l'accroissement sensible des exportations de pétrole brut du Nigéria. Le volume total des marchandises chargées est tombé de 411,5 millions de tonnes en 1970 à 387,9 millions de tonnes en 1971 mais celui des marchandises déchargées est passé de 79,2 à 83,1 millions de tonnes. En 1972, on a enregistré une légère augmentation du volume de marchandises chargées, qui est passé à 393,6 millions de tonnes, celui des marchandises déchargées étant par contre tombé à 85,3 millions de tonnes.

Le développement de la production de pétrole brut et de minerai de fer a entraîné la construction d'installations portuaires pour le pétrole brut et les autres produits minéraux dans les pays en cause. L'Algérie et, dans une moindre mesure, la Libye exportent du gaz naturel et la croissance de ces exportations a déjà entraîné la construction d'installations portuaires pour le chargement des navires spéciaux qui transportent le gaz sous forme liquéfiée.

Le tonnage des marchandises déchargées dans les ports côtiers constitue probablement un indicateur (imparfait et incomplet) du degré de développement. Dans l'Afrique en voie de développement, le volume des marchandises déchargées est passé de 48,1 millions de tonnes en 1965 à 61,9 millions en 1970, ce qui correspond à une augmentation de 28 p. 100. Pour l'ensemble de l'Afrique, l'accroissement a été de 31 p. 100: de 60,4 à 79,3 millions de tonnes. De 1970 à 1972, le volume des marchandises déchargées dans les pays africains en voie de développement a accusé un nouvel accroissement de 9 p. 100 environ.

Les diverses formes de transport - ferroviaire, routier, fluvial, maritime et aérien - constituent en Afrique ce que l'on pourrait qualifier de système intégré mais il est évident, si l'on regarde les cartes des pages 39 à 42 que le système présente de nombreuses lacunes et que, dans certaines régions comme celles qui sont en bordure du désert du Sahara, les seules liaisons praticables entre pays africains sont assurées par voie aérienne.

Les chemins de fer africains ont, dans une large mesure, été construits pour relier les ports à d'importantes zones minérales ou aux régions produisant les denrées agricoles commerciales nécessaires aux pays développés. Par rapport à l'Afrique australe qui possède un bon réseau ferroviaire intégré à son économie plus avancée, la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, n'a qu'un système médiocrement développé et intégré. Dans la région côtière de l'Afrique du Nord constituée par le nord du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, le système d'inter-connexion est meilleur, mais l'Afrique de l'Est et

l'Afrique du Centre ont besoin de raccordements pour mieux adapter leur réseau ferroviaire aux besoins des sous-régions. La construction en cours du chemin de fer entre la Tanzanie et la Zambie représente une étape dans ce sens.

Les routes principales d'Afrique sont continuellement améliorées ainsi que les liaisons routières entre Etats et entre les diverses régions des pays. Il y a cependant encore beaucoup à faire et il faut en particulier transformer les routes principales gravillonnées en routes goudronnées afin de réduire les frais d'entretien et l'usure des véhicules. Les lacunes du réseau routier de l'Afrique sont mises en évidence par la carte XX. La route transafricaine projetée, reliant Mombasa au Kenya à Lagos au Nigéria, aidera à en combler une importante, et le projet d'axe routier qui relierait Gaborone (Botswana) au Caire (Egypte), ainsi que le projet de deux grands axes routiers en Afrique de l'Ouest contribueront à l'intégration de l'Afrique. La route transsaharienne qui doit aller d'Algérie jusqu'au Mali et au Niger est construite jusqu'à Aïn Salah en Algérie.

La carte indiquant les ports africains montre également les principaux fleuves qui font, dans une certaine mesure, office de liaisons de transport. Le bassin du Congo (Zaire) est particulièrement important en tant que réseau de transport fluvial et le Nil est, de longue date, largement utilisé. Le fleuve Niger dessert le Mali, le Niger et le Nigéria. Les grands lacs d'Afrique de l'Est jouent aussi un grand rôle dans le domaine des transports.

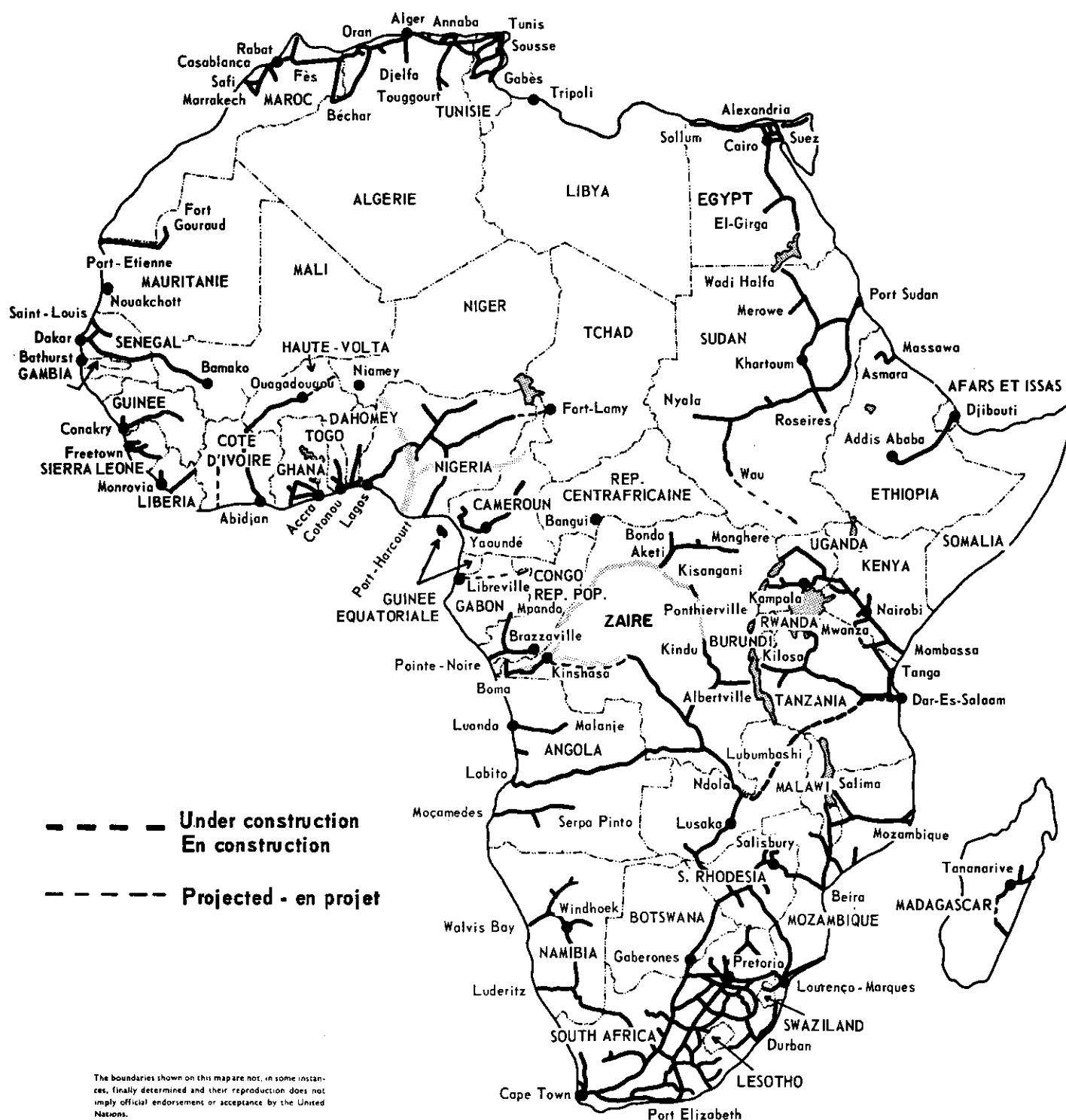
L'Afrique possède de nombreux ports, dont bon nombre des plus importants, comme nous l'avons vu plus haut, sont reliés par chemin de fer à l'arrière pays. A l'avenir, le développement des ports tendra davantage vers la construction d'installations pour les grands navires qu'utilisent maintenant les flottes mondiales, en particulier ceux qui transportent le pétrole et le minerai. Cependant, l'expansion du commerce côtier de l'Afrique exigera le maintien en service des petits caboteurs et le développement général des ports devra être conçu en fonction de ces bâtiments et des navires de tonnage moyen utilisés pour le commerce général.

Les aéroports africains se sont transformés et développés considérablement au cours de la dernière décennie et si le taux de croissance relativement élevé des voyages aériens se maintient cette tendance se poursuivra à l'avenir. Il y a en Afrique un nombre limité mais croissant d'aéroports qui peuvent recevoir des jumbo-jets mais ces aéronefs ne sont pas encore très utilisés pour les vols à destination et au départ de l'Afrique et des appareils de plus faible capacité sont employés en général à l'intérieur du continent. De petits avions commerciaux sont d'usage courant dans les pays et il existe un vaste réseau de petits aérodromes ou de pistes d'atterrissage.

Cette description succincte du réseau de transport de l'Afrique permettra peut-être de comprendre la nécessité actuelle et permanente de l'améliorer aussi rapidement que possible. Les échanges entre pays africains ont, dans l'ensemble, été jusqu'ici négligés parce que les liaisons de transport étaient mauvaises, et la croissance de l'activité commerciale des pays a aussi été ralentie par le manque de moyens de transport. Pour que l'Afrique parvienne au taux de croissance beaucoup plus élevé nécessaire pour que les aspirations de ses peuples soient satisfaites, il est essentiel que le taux actuel des investissements consacrés aux transports soit maintenu et dépassé.

RAILWAYS

CHEMINS DE FER



The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Dans certains cas, les frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles sont indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

MAIN ROADS PRINCIPALES ROUTES



The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Dans certains cas, les frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles sont indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

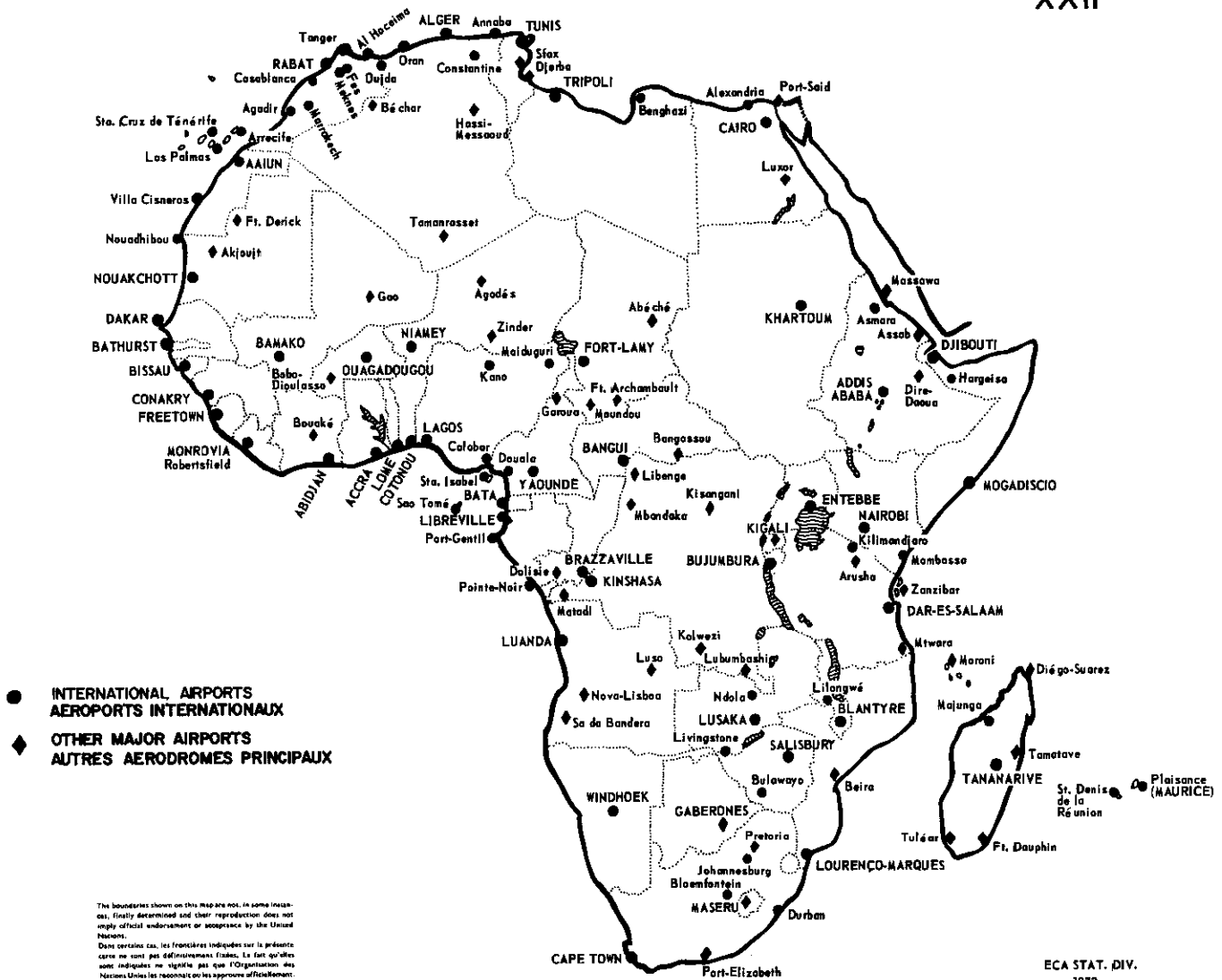
THE AFRICAN HARBOURS LES PORTS AFRICAINS

XXI



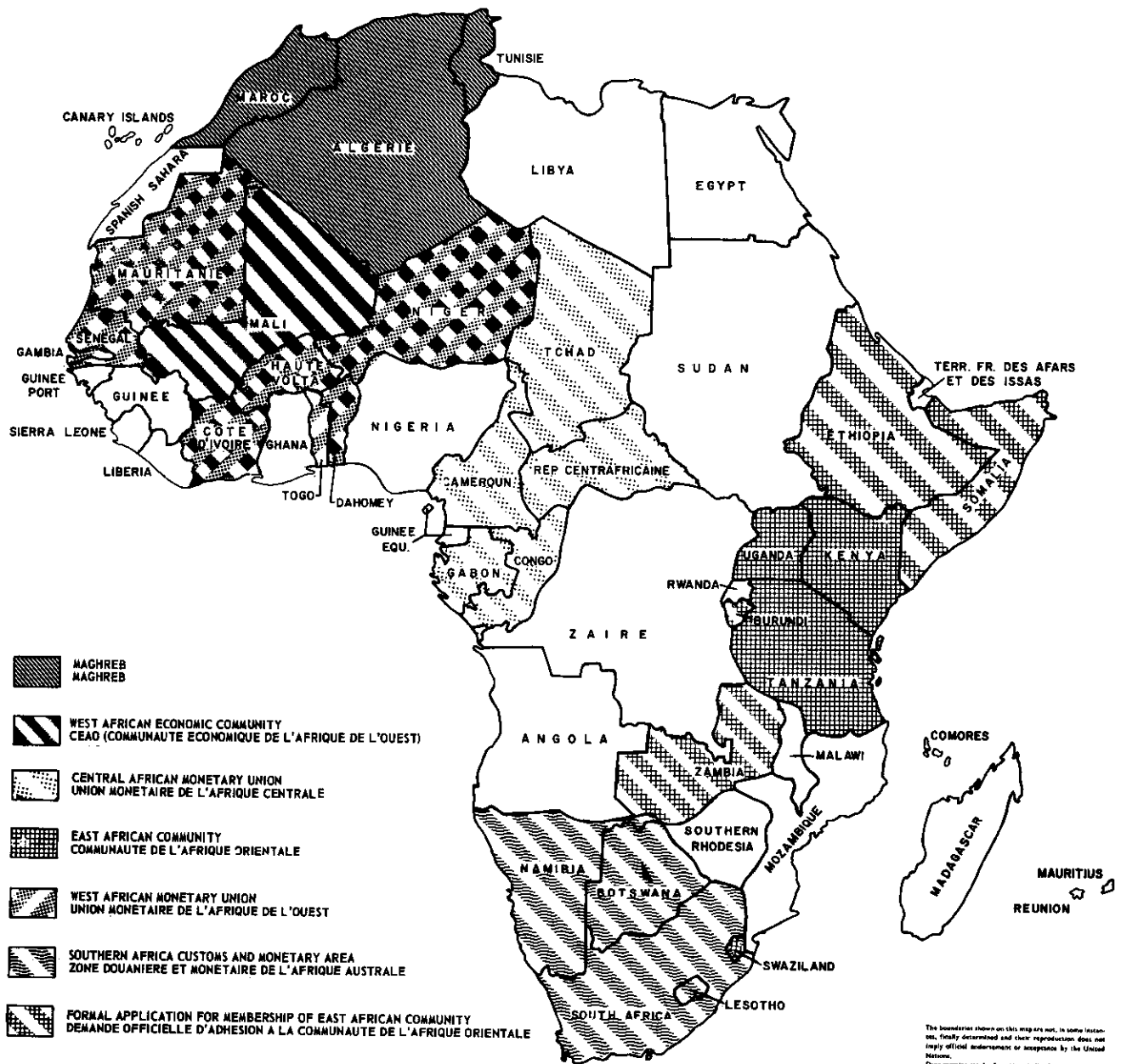
AFRICAN AIRPORTS LES AEROPORTS AFRICAINS

XXII



SELECTED ECONOMIC GROUPINGS (1 JANUARY 1973)
GROUPEMENTS ECONOMIQUES (1 JANVIER 1973)

XXIII



CHAPITRE VI - GROUPEMENTS ECONOMIQUES

Les trois graphiques suivants montrent les différents groupements économiques de la région. Une des raisons qui expliquent ces groupements est que de nombreux pays africains sont très petits du point de vue de leur pouvoir d'achat réel et doivent se grouper pour accélérer le développement du groupe. On a aussi constaté que la coopération économique était particulièrement précieuse dans certains secteurs ou encore pour certains produits. Le développement de la coopération économique est un processus continu et les stade atteint par les principaux groupements est indiqué ci-après.

La Communauté de l'Afrique orientale regroupe le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie. Elle est issue de la coopération économique qui s'est instaurée au cours des années 20 entre ces trois pays. La Communauté vise à "renforcer et réglementer les relations industrielles, commerciales et autres entre les Etats partenaires en vue d'accélérer, d'harmoniser et d'équilibrer leur développement et d'assurer une expansion soutenue de l'activité économique dont les avantages doivent être équitablement répartis". Un certain nombre d'institutions ont été créées, dont l'Autorité de l'Afrique orientale est l'organe suprême. Le système de la taxe de transfert vise à répartir les bénéfices de la production industrielle et, au cours des dernières années, diverses entités de la Communauté ont été transférées du Kenya dans les autres Etats membres. Quatre pays, à savoir le Burundi, l'Ethiopie, la Somalie et la Zambie, ont présenté une demande officielle d'adhésion à la Communauté.

Le Comité permanent consultatif du Maghreb (CPCM) comprend l'Algérie, le Maroc et la Tunisie et assure la coopération dans les domaines du développement industriel, des transports, du commerce et du tourisme, mais il vise aussi à établir une union économique. Divers comités ont été constitués pour coordonner certaines activités d'intérêt commun dans les domaines économique et social (par exemple les services postaux, les télécommunications et le tourisme). Un centre d'études industrielles (CEI) a été créé et il est prévu d'instituer une banque de développement du Maghreb et un système commun de paiements.

L'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), lorsqu'elle a été constituée en 1964, regroupait le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République centrafricaine et le Tchad (qui s'en est retiré en 1968). L'Union vise à établir progressivement un marché commun de l'Afrique centrale grâce à l'élimination de toutes les restrictions aux échanges entre les Etats membres, l'instauration de programmes d'industrialisation harmonisée, le développement en commun d'autres activités économiques (par exemple les transports et les communications) et la mise en place d'un tarif extérieur commun. L'Union est dotée d'un organe suprême, le Conseil des chefs d'Etat, assisté d'un Comité de direction et d'un secrétariat général. Les chefs d'Etat prennent toutes leurs décisions sur l'avis du Comité de direction.

L'Organisation commune africaine, malgache et mauricienne (OCAM) est l'émanation du "Groupe de Brazzaville" et a été créée en 1966 par 14 pays: Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo et Zaïre. Maurice a adhéré à l'OCAM en 1971. Cette Organisation vise à instaurer une coopération

SELECTED ECONOMIC GROUPINGS (1 JANUARY 1973)
GROUPEMENTS ECONOMIQUES (1 JANVIER 1973)

XXIV

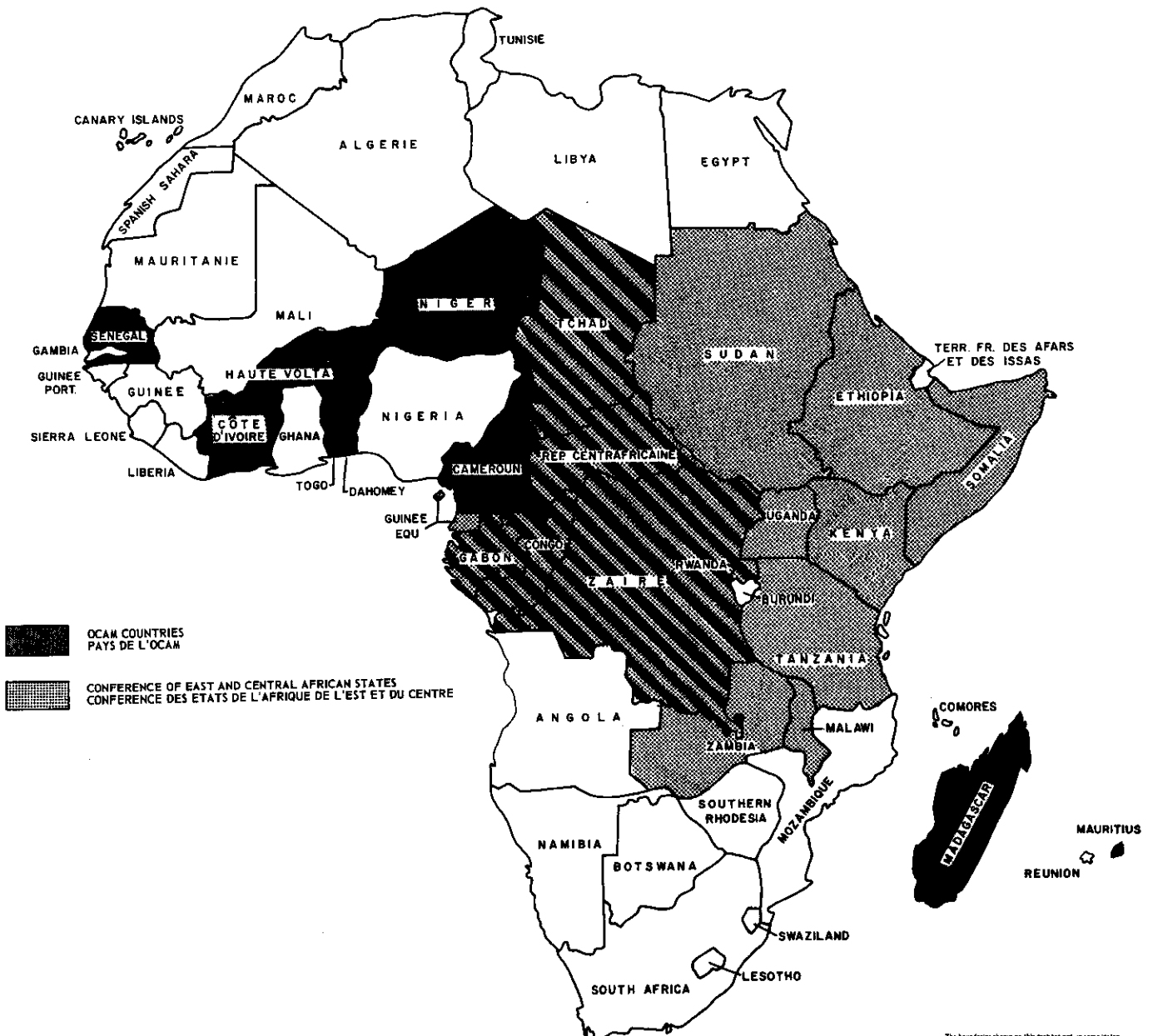


The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
Dans certains cas, les frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles soient indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

SELECTED ECONOMIC GROUPINGS (1 JANUARY 1973)

GROUPEMENTS ECONOMIQUES (1 JANVIER 1973)

XXV



The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Dans certains cas, les frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles sont indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

pour le développement des principaux secteurs de l'activité économique tels que l'agriculture, l'industrie, les transports et communications, et elle fait une large place aux échanges intra-africains. Les décisions prises par l'organisation ont porté sur des projets destinés à favoriser des entreprises africaines, la sécurité sociale, l'établissement d'un système commun de comptabilité, la coopération entre universités et d'autres aspects de la recherche et de la mise en valeur des ressources humaines. L'OCAM a aussi créé une banque de développement.

Le Conseil de l'Entente a été créé en 1959 par la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger pour renforcer la solidarité entre les Etats membres grâce à une formule destinée à garantir les emprunts contractés à l'extérieur par l'un ou l'autre de ces Etats. En 1966, le Conseil a institué un Fonds d'entraide et de garantie et en 1970 il a créé un marché commun de la viande. Des institutions de formation dans les domaines de la pêche et de la mécanique ont été créées et d'autres projets concernent la coordination des transports et des communications, le développement de l'industrie et du tourisme, l'exploitation commune des cuirs et peaux et la stabilisation des stocks de céréales.

La Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest regroupe la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Elle a été créée en 1970 pour remplacer l'Union douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Elle a pour objectif d'améliorer les moyens de distribution, de développer les transports et les communications, d'harmoniser le développement industriel dans les Etats membres et de favoriser l'expansion du commerce intra-africain.

L'Organisation pour la mise en valeur du Sénégal (OMVS), lorsqu'elle a été créée en 1963, avait pour membres la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Elle vise à élaborer des solutions communes aux problèmes de développement et en particulier à favoriser les échanges et les paiements intra-africains. En 1970/71, la portée de ses objectifs a été élargie à la création d'un marché commun, à l'harmonisation des plans de développement et à la répartition des industries stratégiques. La Guinée s'est retirée de l'Organisation.

La Conférence des Etats d'Afrique de l'Est et du Centre, L'objectif premier de la Conférence est de coordonner les activités économiques des Etats membres, qui comprennent les pays suivants: Burundi, Congo, Ethiopie, Gabon, Guinée équatoriale, Kenya, Malawi, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie, Soudan, Tchad, Zaïre et Zambie. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement est l'organe suprême de la Conférence. Des comités sectoriels ont été créés pour l'industrie et l'énergie, les ressources humaines, le commerce et le tourisme, les transports et communications et l'agriculture.

De très importants groupements économiques ont été proposés, tels que le Groupe régional de l'Afrique de l'Ouest, ouvert à tous les pays de la sous-région, et la Communauté économique de l'Afrique orientale pour les pays de l'Afrique de l'Est

D'autres groupements portent sur la coopération dans le domaine monétaire, comme l'Union douanière et monétaire de l'Afrique australe, l'Union monétaire de l'Afrique équatoriale et du Cameroun, l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest et la Banque africaine de développement.

Une certaine coopération s'est manifestée dans d'autres secteurs de l'économie comme les transports, avec le Comité de coordination de la route transafricaine, l'Association des compagnies aériennes africaines, la Commission africaine de l'aviation civile et Air Afrique.

Dans le domaine de l'agriculture, on trouve l'Alliance des producteurs de cacao, le Conseil africain de l'arachide et l'Association pour le développement de l'agriculture en Afrique de l'Ouest.

La liste n'est pas complète et des pays africains participent également à des accords sur des produits particuliers qui n'intéressent pas exclusivement l'Afrique, comme l'Accord international sur le café et l'Accord du Commonwealth sur le sucre.

Sur un plan plus large, la coopération de tous les pays en voie de développement pour présenter une position commune lors des délibérations de certains organes tels que la CNUCED pourrait déboucher sur un développement plus rapide et plus efficace des régions défavorisées du monde.

Les graphiques XXVI et XXVII indiquent respectivement les zones monétaires auxquelles appartiennent les pays africains et leurs liens avec l'extérieur. D'une manière générale, les monnaies des pays africains sont rattachées au franc français ou à la livre sterling ou bien encore sont indépendantes. Il y a cependant plusieurs exceptions, dont le Libéria qui est rattaché à la zone escudo. Parmi les pays de la zone franc, on distingue deux groupes, l'un en Afrique de l'Ouest et l'autre en Afrique du Centre, dont les monnaies sont contrôlées par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest ou par la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. Les pays en question (sept ^{1/} et cinq respectivement) utilisent le franc CFA. Le rand est l'unité monétaire utilisée en Afrique du Sud, au Botswana, au Lesotho, en Namibie et au Souaziland. La Gambie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Sierra Leone, et la Zambie ont leur propre monnaie.

Un certain nombre de pays d'Afrique n'appartiennent plus à aucune zone monétaire, à savoir l'Algérie, le Burundi, l'Egypte, l'Ethiopie, la Guinée, la Libye, le Malawi, le Maroc, la Rhodésie du Sud, la Somalie, le Soudan et le Zaïre.

Sur le plan de leurs relations avec l'extérieur, les pays africains se divisent en pays associés d'une manière ou d'une autre avec la CEE et en pays faisant partie de la zone de préférences du Commonwealth. Par suite de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, il est probable que ces deux groupes de pays, peut-être à une ou deux exceptions près, s'associeront à la Communauté élargie. A ce moment, un petit nombre de pays seulement n'auront vraisemblablement aucun lien avec la CEE.

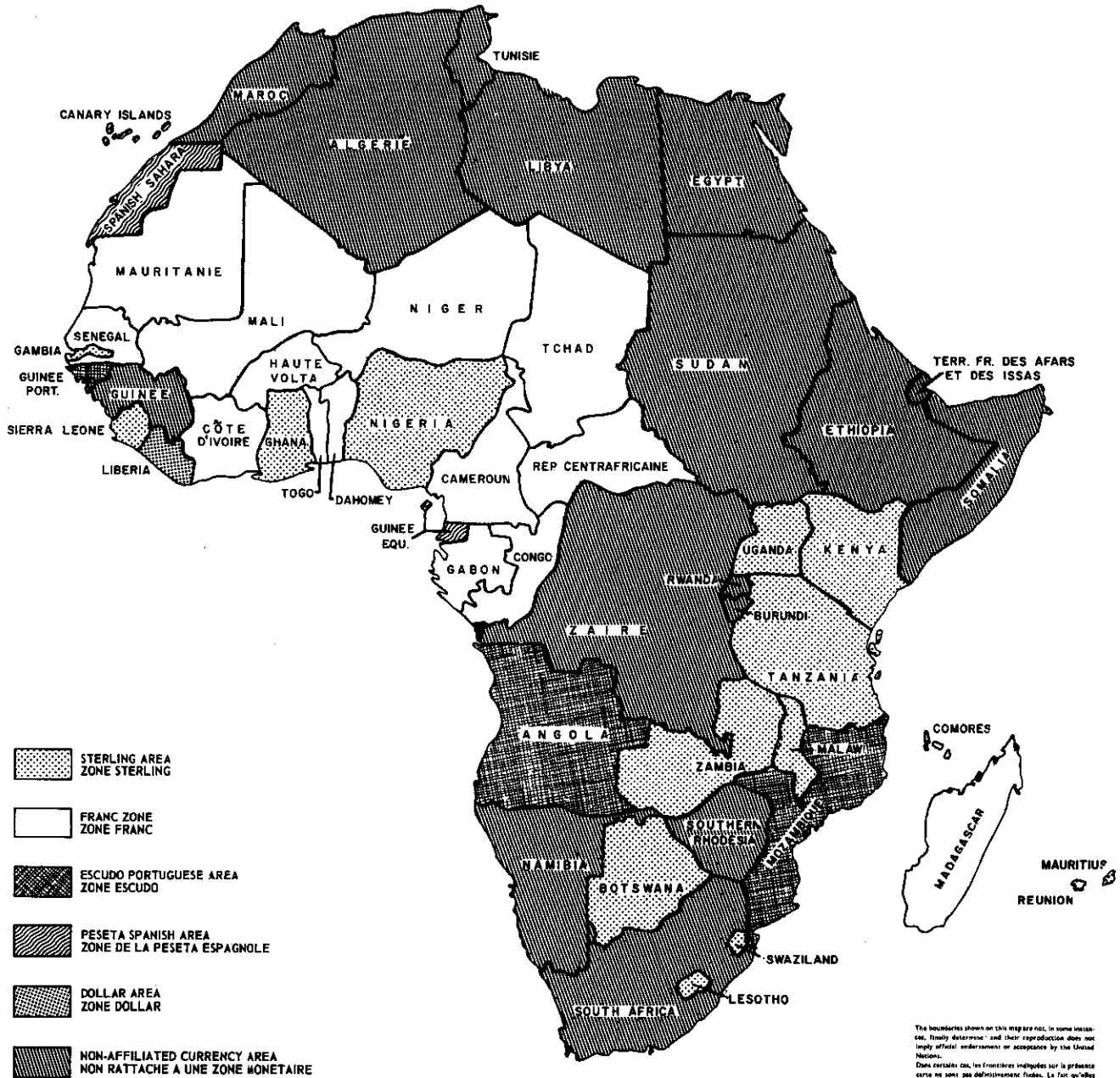
^{1/} La Mauritanie s'est retirée et a créé sa propre monnaie.

La dernière carte indique les sous-régions de la CEA qui sont au nombre de quatre: Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Afrique du Centre. Les pays suivants ne sont pas compris dans ces sous-régions: Afrique du Sud, Angola, Guinée (Bissau), Mozambique, Rhodésie du Sud et Sahara espagnol.

Pour faciliter l'intégration des divers groupes de pays dans les zones économiques, sept équipes de conseillers des Nations Unies pour le développement (UNDAT) sont en voie de constitution; chacune d'entre elles desservira six ou sept pays.

CURRENCY AREAS (1 JANUARY 1973)
ZONES MONETAIRES (1 JANVIER 1973)

XXVI

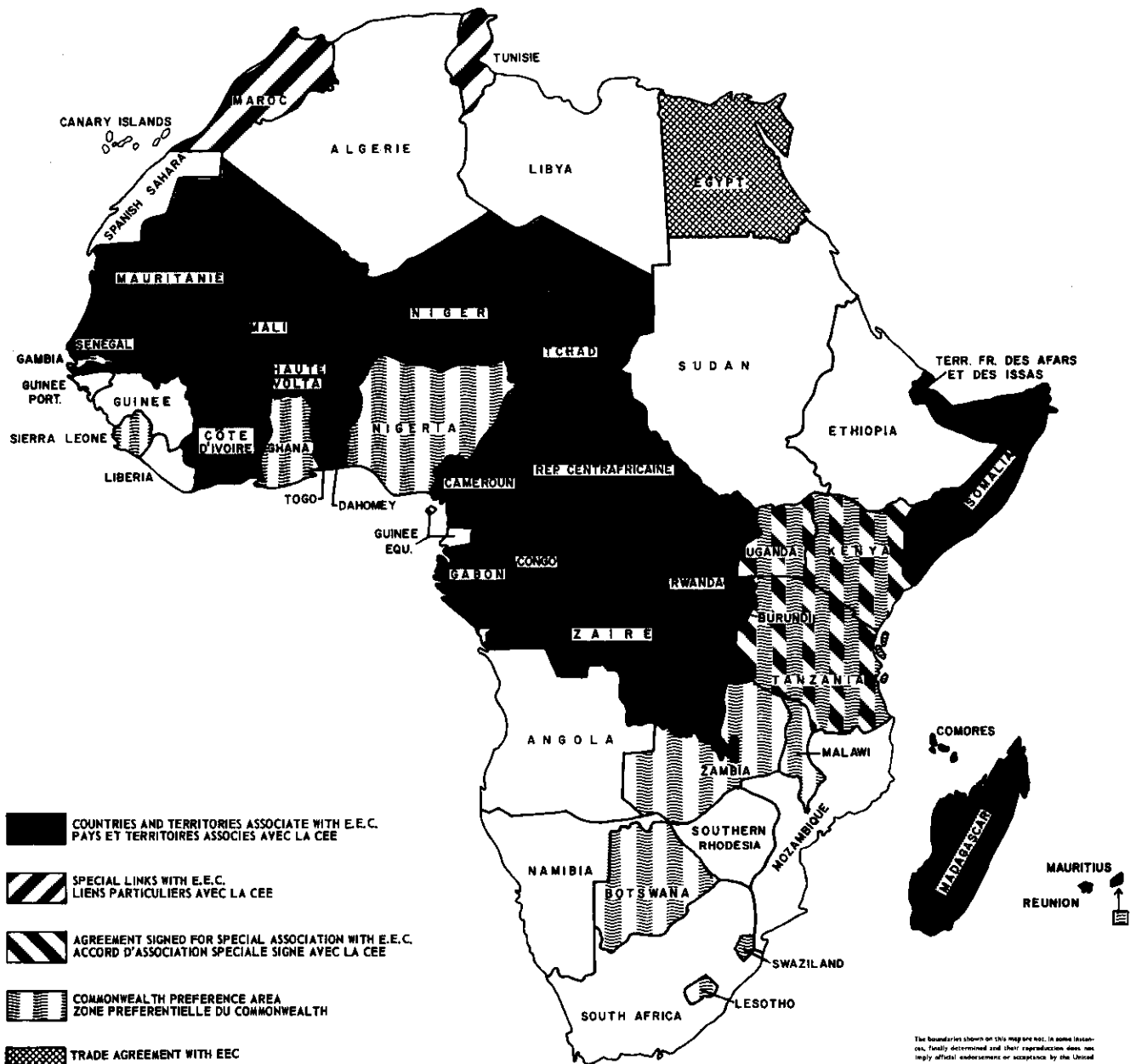


The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined, and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Dans certains cas, les frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles sont indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

EXTERNAL LINKS OF AFRICAN COUNTRIES (1 JANUARY 1973)
LIENS EXTERIEURS DES PAYS D'AFRIQUE (1 JANVIER 1973)

XXVII



The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.
Dans certains cas, les frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles sont indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

ECA SUB-REGIONS SOUS-REGIONS DE LA CEA

XXVIII

